



# Réponse à la crise du COVID-19 dans les pays de la région MENA

Actualisé le 06 novembre 2020

---

## Principales conclusions :

Les gouvernements de la région MENA ont rapidement réagi pour contenir la propagation du Coronavirus (COVID-19), en adoptant des programmes politiques et institutionnels de grande ampleur pour soutenir les familles et les entreprises. Des mesures de confinement strictes ont permis de limiter l'ampleur de la première vague ; elles ont été progressivement levées à partir de juin. Depuis, la situation a évolué dans des directions différentes : tandis que les pays du Golfe ont limité la diffusion de l'infection jusqu'à aujourd'hui, la situation sanitaire semble bien plus délicate ailleurs dans la région. La crise sera une épreuve décisive pour la fragile résilience de la région, et pourrait affecter de manière tragique sa prospérité, en remettant en cause sa stabilité politique si les risques se concrétisent, pour les économies comme pour les populations MENA. Les gouvernements pourraient toutefois s'appuyer sur leurs initiatives politiques innovantes afin de promouvoir l'inclusivité, améliorer la protection sociale, et promouvoir un agenda de réforme structurelle en faveur d'économies plus ouvertes et favorables au secteur privé, dans le cadre des Objectifs de développement durable. Cette mise à jour comporte les toutes dernières analyses sur les conséquences économiques et sociales de la crise, y compris de nouvelles sections sur les défis en matière d'éducation et de fiscalité, ainsi que de nouveaux éléments sur la résilience des systèmes de santé.

---



## Résumé exécutif

Plus de 2,5 millions de cas d'infection au COVID-19 ont été recensés dans la région MENA (notamment en Iran, où plus de 26 000 personnes sont mortes et où les taux de contamination continuent à augmenter). L'Iran est le plus touché des pays arabes pour les cas confirmés, suivi de l'Arabie saoudite et du Maroc<sup>1</sup>.

Nonobstant la diversité des systèmes de santé et de leur capacité à réagir à l'épidémie dans la région, les stratégies sanitaires globales des pays MENA, dominées par de strictes mesures de confinement dès les premiers moments de l'épidémie, ont fait la preuve de leur **efficacité en limitant les pertes humaines et la diffusion de la pandémie dans la région**. Après un processus progressif de déconfinement entre mai et août, sous la forme surtout d'une levée des restrictions de déplacement, de la réouverture des frontières et de la reprise des activités économiques, les nouvelles infections ont cessé de croître dans les pays du Golfe. Mais une deuxième vague émergente touche aujourd'hui le Maghreb et la plupart des pays fragiles d'Afrique du Nord et du Levant, dont certains ont pris de nouvelles mesures strictes (confinement local, fermetures d'école) pour contenir une nouvelle diffusion rapide du virus. La situation est particulièrement inquiétante au Liban, qui a connu une augmentation continue des cas depuis l'explosion qui touché le port de Beyrouth le 4 août, tandis que les contraintes économiques rendent difficile le respect des mesures de confinement.

La pandémie met à l'épreuve les **systèmes de santé** de la région MENA, certains d'entre eux étant particulièrement faibles et engorgés. La situation est, bien sûr, différente pour les pays plus prospères du Golfe, les économies en développement du Levant ou d'Afrique du Nord, et les pays vulnérables et affectés par des conflits comme l'Iran, la Syrie, l'Irak, l'Autorité palestinienne, le Yémen et la Libye, où le manque de lits d'hôpital et de capacités de test inquiète. La première vague de l'épidémie avait mis à mal les hôpitaux publics et leurs personnels au Liban, au Maroc ou en Tunisie, et **fortement réduit la confiance de la population dans la crédibilité des hommes d'État et de la gestion globale de la crise**. Certains pays avaient par ailleurs pris des **mesures rapides, volontaristes et innovantes pour contenir la propagation du virus**, comme la gestion de crise continue en Jordanie, les médecins virtuels et les robots de nettoyage dans les ÉAU, ou l'intensification de la production de masques et de tests au Maroc. La coopération et l'innovation sanitaires ont aussi été considérablement améliorées, en particulier dans le domaine de la recherche vaccinale. Ces constats mettent en évidence d'importantes différences entre les pays, en ce qui concerne leur capacité de réaction en matière sanitaire.

La crise touche aussi le secteur public, en obligeant les gouvernements à prendre des décisions, à assurer la coordination de crise et à adopter des mesures sévères de protection des populations menacées. **De nombreuses administrations ont fait la preuve d'une forte capacité de mobilisation** et de mise en œuvre de mesures de prévention, tout en mettant au point des dispositifs de soutien aux familles et aux entreprises. Cette situation met en évidence l'importance des questions structurelles, comme la transparence et la lutte contre la corruption, des marchés publics efficaces, l'avancée de la numérisation et des approches du gouvernement ouvert, ainsi que le rôle accru de la société civile. La volonté des gouvernements de collaborer avec la société civile a été un élément clé de la réponse à la crise dans de nombreux pays. Des mesures de gouvernance publique devraient garantir la continuité des actions et des services de base offerts par les institutions d'État, tout en consolidant la résilience et la flexibilité du secteur public et en restaurant la **confiance de la population dans les institutions publiques**. Le crise a mis en évidence la nécessité d'accélérer la réforme de l'administration publique pour créer un secteur public plus professionnel, effectif, efficace, transparent et centré sur les usagers.

<sup>1</sup> À la mi-octobre 2020.



Malgré les dispositifs de soutien de grande ampleur annoncés dans la plupart des pays, la pandémie représente déjà un **énorme coût économique**, du fait d'un choc négatif sur l'offre comme sur la demande, et d'un effondrement des cours du pétrole<sup>2</sup>. Dans la mesure où les pays ont pris des mesures de confinement affectant les transports et l'activité économique, la capacité des populations d'aller travailler et de se rendre dans les entreprises a été affectée, ce qui pèse sur l'économie. Dans le même temps, la région a connu une chute de la demande à l'échelle mondiale et régionale, alors que les chaînes logistiques sont perturbées. Les effets des mesures de confinement sur le secteur des services, qui emploie beaucoup de travailleurs dans la région (en particulier l'industrie du tourisme), auront des conséquences importantes si le chômage augmente et si les salaires et les transferts de fonds diminuent. Par ailleurs, **la diminution des prix du pétrole brut** a aggravé la situation, y compris pour les pays les plus riches, du fait de la réduction des investissements des pays du Golfe, qui sont le premier investisseur de la région, de la baisse des transferts de fonds et de la réduction des offres d'emplois pour les ressortissants d'autres pays MENA, dans la région la plus prospère du CCG. Dans l'ensemble, la région pourrait perdre environ 42 milliards de dollars E.-U. cette année<sup>3</sup>.

Il sera indispensable de surveiller les **conséquences sociales de la crise, particulièrement sur les groupes les plus vulnérables (femmes, enfants, personnes âgées, travailleurs informels, réfugiés)**. Alors que les dispositifs de protection sociale et les aides d'urgence ont été considérablement renforcés, la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (UNESCWA) estime que le ralentissement économique provoqué par la pandémie jettera **8,3 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté**<sup>4</sup>. La pandémie pourrait aggraver considérablement les inégalités. Les fermetures d'école risquent aussi d'affecter le développement futur des pays MENA. En regard de leurs poids démographique dans la région, il est crucial de mettre en haut de l'agenda de reprise, la possibilité pour les jeunes d'avoir la chance de réussir à l'école et de se doter des connaissances, compétences et valeurs qui leur permettent de contribuer à la société.

L'impact de l'épidémie de COVID-19 met à l'épreuve la **résilience déjà fragile de la région**. Il peut **renforcer encore la concurrence et l'instabilité politique régionales**, ainsi qu'accentuer sa fragilité sur certains aspects. La propagation du virus a eu d'importantes conséquences politiques pour les pays MENA, et leur capacité de restaurer et de consolider des contrats sociaux de plus en plus questionnés. Des manifestations ont été mis en suspens en Algérie et au Liban du fait de la crise sanitaire. Frappé par une explosion catastrophique dans le principal port de Beyrouth en même temps que par des montées quotidiennes des cas de COVID-19, le Liban est affecté par l'impact de chocs multiples qui ont épuisé son économie et provoqué une croissance sans précédent de la pauvreté, avec désormais plus de 55% de la population du pays prise au piège de la pauvreté et luttant quotidiennement pour faire face aux besoins basiques, selon l'UNESCWA. Dans des pays fragiles et affectés par des conflits, les plans de reconstruction économique devront avoir des effets concrets pour assurer une stabilité minimale.

Comme pour les pays de l'OCDE, la crise pourrait cependant représenter une opportunité d'**engager un agenda global de réforme qui réponde aux grandes difficultés structurelles de la région** (décentralisation, développement du secteur privé, protection sociale) et corresponde à un modèle de croissance plus inclusive (diversification économique, dépenses de santé et d'éducation, innovation industrielle et participation aux chaînes de valeurs régionales), qui mobilise tous les secteurs des sociétés. Les succès obtenus par certains pays devraient être mis en avant et portés à la connaissance de tous. La pandémie doit déboucher sur une réaffirmation de l'adhésion aux **Objectifs de développement durable**. Dans une région où les **sociétés civiles** sont très diversement capables d'autonomie, il est en outre

<sup>2</sup> Voir « [Coping with a Dual Shock: COVID-19 and Oil Prices](#) », Banque mondiale, avril 2020.

<sup>3</sup> <https://www.unescwa.org/sites/www.unescwa.org/files/escwa-covid-19-economic-cost-arab-region-en.pdf>

<sup>4</sup> <https://news.un.org/en/story/2020/04/1060822>



important de surveiller l'impact de la pandémie sur l'État de droit et les modes de gouvernance. Les nouvelles législations et modalités de contrôles mises en place pour contenir la pandémie peuvent en effet avoir des effets négatifs durables sur le fonctionnement de l'espace public. Dans une période où la contribution de tous face à des problèmes économiques et sociaux sans précédents est plus que jamais nécessaire, il est plus indispensable encore d'autonomiser les populations.

## L'épidémie de COVID-19 dans les pays MENA et les mesures prises pour faire face à la pandémie

### *Epidémie et gestion de la crise sanitaire*

Les pays MENA ont très vite fait des efforts importants pour réagir à la crise sanitaire provoquée par le virus COVID-19. Après la survenue de l'épidémie, la plupart des pays ont déclaré un état **d'urgence nationale**, fermé leurs frontières aux étrangers et imposé de **strictes mesures de confinement**, parmi lesquelles l'auto-confinement obligatoire, une restriction des déplacements des citoyens et des couvre-feux. De nombreux pays n'ont notamment pas attendu d'enregistrer des cas confirmés pour limiter les déplacements et imposer des mesures de distanciation sociale. L'Arabie saoudite, par exemple, a suspendu les pèlerinages à la Mecque et à Médine, et interdit l'accès aux sites religieux dans les deux villes dès le mois de février. En Tunisie, des caméras thermiques de dépistage de la fièvre ont été installées dans les aéroports et aux frontières avec les pays voisins, ce dès le 20 janvier (alors que les premiers cas confirmés n'ont été enregistrés qu'en mars).

**L'Annexe 1 offre un aperçu général des grandes mesures** prises par les pays MENA pour freiner la propagation de l'épidémie.

Les mesures de quarantaine et de couvre-feu ont souvent été assorties de fortes **sanctions en cas de non-respect**, allant de lourdes amendes à des peines de prison, comme par exemple en Jordanie, en Arabie saoudite et dans les ÉAU. Des stratégies similaires ont été adoptées pendant la phase de déconfinement. Des stratégies de sortie ont été associées à de strictes règles de prudence assurant le maintien autant que possible de la distanciation physique et d'autres gestes barrières. Les masques faciaux ont été rendus obligatoires dans les espaces publics de la plupart des pays MENA, et ceux qui n'en portent pas font l'objet de lourdes sanctions, allant jusqu'à trois mois de prison au Maroc.

La pandémie a par ailleurs amené les pays MENA à faire d'**importants investissements dans le secteur de la santé**, jusqu'alors jugé peu prioritaire dans la région. Certains pays sont parvenus à renforcer leurs systèmes de santé pour répondre à l'épidémie, ce qui a contribué à la relative faiblesse des taux de mortalité imputable au COVID-19 dans les pays arabes dans les premiers mois de la pandémie, bien en-deçà des taux enregistrés dans les pays d'Europe et d'Asie. Les gouvernements ont aussi **renforcé leur capacité de détection** en ouvrant de nouveaux sites et en mettant en place des centres de test depuis les véhicules. Ceci a permis aux pays de faciliter le dépistage, le traçage et l'isolement des cas.

La nouvelle augmentation des cas de COVID-19 qui a suivi l'allègement progressif des restrictions et la reprise des activités économiques dans plusieurs pays MENA, comme ailleurs dans le monde, met à l'épreuve la capacité des systèmes de santé régionaux de faire face à une deuxième vague de la pandémie. Deux principales tendances sont observées, avec d'un côté, des pays parvenus à freiner la croissance des cas au moyen de mesures préventives, et, d'un autre côté, des pays caractérisés par une capacité d'application des mesures de distanciation physique limitée et des systèmes de santé déjà engorgés, et qui ont du mal à contrôler la situation.



### *Difficultés et résilience des systèmes de santé*

Les efforts des pays MENA pour lutter contre la pandémie se sont avérés très importants en regard des situations diverses de leurs systèmes de santé. La pandémie de COVID-19 a ainsi mis en évidence la résilience variée des secteurs de santé des pays MENA.

#### **Les pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) et la Jordanie**

- Les pays du CCG ont réalisé des investissements importants dans les infrastructures de santé, et engagé dans le même temps des efforts pour accroître le nombre des médecins et personnels infirmiers. Bien que le CCG reste en-deçà de la moyenne globale des dépenses de santé, les allocations budgétaires ont beaucoup augmenté. Ceci a considérablement amélioré la qualité des services de santé dans la région. Dans une [évaluation](#) de la réactivité à l'épidémie de COVID-19 publiée à la mi-mars par l'OMS, qui a classé les pays sur une échelle de 1 (aucune capacité) à 5 (capacité durable), tous les pays du CCG hormis le Qatar ont obtenu 4 ou 5. Même s'ils ont enregistré près de la moitié des cas de COVID-19 de la région, les gouvernements du CCG sont parvenus à maîtriser l'épidémie dans leurs pays, en affichant des taux de rétablissement bien supérieurs à la moyenne globale<sup>5</sup>. C'est le résultat d'une stratégie fondée sur la prévention, de strictes mesures de contrôle prises et mises en œuvre précocement, et de l'allocation de moyens importants à la détection et au traçage des cas. Les ÉAU et Bahreïn figurent parmi les nations les plus avancées dans le monde en termes de détection, au premier et troisième rangs respectivement pour le nombre de nouveaux tests pour 1 000 personnes à la fin septembre<sup>6</sup>. Les pays ont en outre dégagé d'importantes ressources financières et matérielles pour le traitement du COVID-19 afin d'éviter l'engorgement des services de santé, notamment en construisant des installations dédiées au traitement, comme ce fut le cas dans les ÉAU.
- La Jordanie, dont le système de santé est dans l'ensemble plus faible et la capacité de réaction à l'épidémie moindre, s'est efforcée d'adopter une stratégie similaire à celle des pays du CCG. Celle-ci s'est jusqu'à aujourd'hui avérée payante, quoique à un coût économique et sociétal élevé. Grâce à la réaction rapide du gouvernement et à une mise en œuvre efficace des mesures de confinement, rendue possible par la bonne capacité d'exécution de l'État, les taux d'infection au COVID-19 et de mortalité sont restés constamment bas en Jordanie. Le gouvernement a par ailleurs fortement [amélioré](#) sa capacité de détection pour atteindre 70 000 tests pour 1 million d'habitants en août, soit plus de trois fois le ratio recommandé par l'OMS. À la date du 14 octobre, les cas recommencent à augmenter et le couvre-feu a été réintroduit.

#### **Les économies en développement de la région MENA (Maghreb, Égypte)**

Les économies en développement de la région MENA ont subi les conséquences de la faiblesse des dépenses de santé, de l'insuffisance des ressources humaines dans le secteur de la santé et du manque d'équipement médical. Les dépenses totales de santé par habitant sont dans la plupart des pays MENA largement en-dessous des moyennes des pays de même niveau de revenus. En outre, le nombre de médecins pour 1 000 habitants est dans la région bien inférieur au seuil recommandé par l'OMS de 4,45 médecins, infirmiers et sages-femmes, pour 1 000 habitants, et même de 0,72 et 0,79 au Maroc et en

<sup>5</sup> Le taux de moyen de rétablissement pour le CCG était de 81,4% en septembre 2020, en comparaison avec une moyenne globale de 57%. <https://www.arabnews.com/node/1733941/middle-east>

<sup>6</sup> [Our World in Data, Coronavirus Pandemic data, « Daily Covid-19 tests per thousand people », 28 septembre 2020.](#)



Égypte respectivement<sup>7</sup>. La capacité réduite des systèmes de santé de faire face à une épidémie de grande ampleur a amené les gouvernements à adopter de strictes mesures de régulation. Toutefois, si ces mesures ont contribué, dans les premiers mois de la pandémie, à limiter le nombre de cas d'infection au COVID-19 et les morts liées, le progressif déconfinement a été accompagné par une rapide augmentation des cas, qui a accru la pression sur les systèmes de santé nationaux. Dans la plupart des pays, ce sont les rassemblements religieux, les célébrations de mariage et d'autres événements sociaux au cours desquels les mesures de contrôle n'ont pas été suffisamment appliquées<sup>8</sup>, qui l'expliquent.

Le desserrement des contraintes par le recours à des mesures préventives et la difficulté d'imposer des mesures de distanciation physique dans des villes vastes et densément peuplées (comme le Caire), ont fait naître des inquiétudes quant à l'évolution de la situation. En octobre, les médias internationaux et les réseaux sociaux, de même que les ONG, ont fait état des difficultés des hôpitaux face à la croissance du nombre de cas de patients atteints par le COVID-19, certains atteignant leur plein régime, alors que des professionnels ont dénoncé le manque d'équipement médical utile, de médecins, de personnel soignant et de lits en soins intensifs afin de faire face à une deuxième vague d'une telle magnitude. Ces propos remettent aussi en question la stratégie de généralisation des tests, alors que les centres de détection sont de plus en plus saturés. Dans certains pays, les observateurs ont critiqué une réouverture mal régulée des frontières internationales, alors que des mobilisations émergentes au sein du personnel médical peuvent encore perturber sur le secteur de santé.

### Les pays fragiles et affectés par des conflits

- Le Liban est d'abord parvenu à contenir la première vague de l'épidémie en adoptant très tôt de fortes mesures de confinement très suivies par la population. Cependant, après l'explosion dans le port de Beyrouth le 4 août, qui a détruit la moitié des infrastructures médicales de la ville en plus de paralyser trois autres hôpitaux selon l'OMS, la situation sanitaire est devenue incontrôlable. Le nombre de cas de COVID-19 recensés et la mortalité ont augmenté à un rythme accéléré, ce qui a fait naître des inquiétudes concernant la capacité des unités de soins intensifs et des services associés afin de réguler la deuxième vague, compte tenu du fait que beaucoup de ces services fonctionnent à plein régime pour traiter les blessés dans l'explosion. Dans le contexte d'urgence actuel, le respect des mesures de santé publique est remis en cause, et le rythme d'augmentation des cas ne montre pas de signe de ralentissement. Dans le même temps, les possibilités de retour à de strictes mesures de régulation sont limitées par la crise économique. Le confinement de deux semaines annoncé après l'explosion a ainsi été allégé précocement du fait de ces contraintes.
- Dans d'autres pays fragiles et affectés par des conflits, l'épidémie de COVID-19 pose un problème d'ampleur étant donné les dommages subis par les systèmes de santé<sup>9</sup>. Dans les situations d'urgence, où l'accès à l'eau et aux installations sanitaires et d'hygiène est limité, l'application de mesures préventives pour limiter la propagation de la maladie s'est avérée difficile. Dans les pays où les infrastructures de santé ont été en partie détruites pendant la guerre, la gouvernance reste très fragile et mal coordonnée dans certains domaines, et la capacité nécessaire manque pour faire face à la crise sur le plan des

<sup>7</sup> [Organisation mondiale de la santé, Global Health Observatory data, "Density of physicians \(total number per 1000 population, latest available year\)"](#)

<sup>8</sup> [Organisation mondiale de la santé EMRO, "Statement by WHO's Regional Director on an upsurge in the number of COVID-19 cases in the Eastern Mediterranean Region", 3/09/2020.](#)

<sup>9</sup> Voir aussi : [https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=131\\_131938-b9ys3suiav&title=COVID-19-Crises-and-Fragility](https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=131_131938-b9ys3suiav&title=COVID-19-Crises-and-Fragility)



infrastructures, de l'équipement et du personnel médicaux. En Syrie, l'OMS<sup>10</sup> estime que 70% des travailleurs du secteur de la santé ont quitté le pays en tant que migrants ou réfugiés, alors que seulement 64% des hôpitaux et 52% des centres de santé primaires restent pleinement opérationnels. Une explication possible du faible nombre de cas de COVID-19 constaté dans ces pays au début de la pandémie est peut-être que, compte tenu du manque de lits et des difficultés d'accéder aux hôpitaux, les malades sont morts chez eux<sup>11</sup>. En outre, l'insuffisance des capacités de test a provoqué des mois de sous-déclaration, en particulier en Syrie et en Yémen. La situation s'est aggravée pendant l'été, avec une forte augmentation des cas de COVID-19 et des morts. Dans le même temps, la mise en œuvre des mesures de régulation s'est avérée difficile, alors que les situations économiques étaient déjà fragiles et ne pouvaient supporter les restrictions nécessaires pour limiter la propagation du virus.

### *Évolutions des systèmes et des politiques de santé dans les pays MENA*

Dans certains pays MENA, les avancées sur le front des vaccins contre le COVID-19 sont susceptibles de relancer rapidement la demande et le développement des infrastructures de l'industrie de la santé. Les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et le Maroc se sont associés à des pays étrangers (en particulier la Chine et Israël) et des entreprises privées pour appuyer la recherche dans ce domaine ; ils sont entrés dans des phases d'expérimentation avancées. Les essais de phase III ont commencé dans les ÉAU en juillet<sup>12</sup> et en Arabie saoudite en août pour des vaccins formulés par deux entreprises chinoises, Sinopharm et CanSino Biologics. L'Égypte s'est aussi associée à la Chine pour le développement et la distribution de deux vaccins contre le COVID-19 développés par Sinopharm. Ceci pourrait déboucher sur une collaboration renforcée entre la Chine et les pays MENA dans ce secteur<sup>13</sup>.

Si les investissements (publics et privés) augmentent dans le secteur des services de santé, les opportunités offertes au secteur privé d'appuyer le développement des systèmes de santé augmenteront aussi<sup>14</sup>. Dans le Golfe, la croissance de la demande – stimulée par des populations vieillissantes, par une assurance santé obligatoire et par des hauts niveaux de maladies liées aux modes de vie comme le diabète – en même temps que les nouvelles stratégies et réformes réglementaires des gouvernements, attirent l'investissement dans l'industrie de la santé. Un récent rapport rédigé par Mashreq et Frost & Sullivan a montré ainsi que la crise du COVID-19 a fortement accru les investissements dans la numérisation et les services de télémédecine. La recherche prévoit une croissance annuelle des investissements dans les infrastructures numériques dans le CCG d'environ 10% à 20% au cours des deux prochaines années, tandis que les téléconsultations devraient être multipliées par quatre au quatrième trimestre 2020<sup>15</sup>. Au Maroc, une startup du secteur des technologies de santé du centre de recherche et développement MASclR peut désormais produire 1 million de tests RT-PCR par mois, et un partenariat public-privé entre le ministère de l'Industrie et différents acteurs du secteur privé a rendu

<sup>10</sup> <http://www.euro.who.int/en/publications/html/report-on-the-health-of-refugees-and-migrants-in-the-who-european-region-no-public-health-without-refugee-and-migrant-health-2018/en/index.html>

<sup>11</sup> [https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=131\\_131938-b9ys3suiav&title=COVID-19-Crises-and-Fragility](https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=131_131938-b9ys3suiav&title=COVID-19-Crises-and-Fragility)

<sup>12</sup> <https://www.thenationalnews.com/uae/health/coronavirus-uae-and-china-to-join-forces-in-new-vaccine-trial-1.1038163>

<sup>13</sup> <https://pomeps.org/china-and-covid-19-in-mena>

<sup>14</sup> « Healthcare: Growth behind the mask », *Arabia Monitor*, septembre 2020.

<sup>15</sup> <https://mea-biz.com/mashreq-and-frost-sullivan-research-projects-revenue-gcc-healthcare-industry-to-remain-resilient-with-some-subsectors-still-expected-to-show-growth-in-2020/>



possible la production locale d'un lit d'unité de soins intensifs, bien moins coûteux que ceux importés de l'étranger.

La crise a en outre favorisé la prise en charge humanitaire et le déploiement de la diplomatie médicale dans les pays MENA. Les ÉAU se sont vite positionnés comme principal fournisseur d'assistance médicale, en apportant des fournitures dès le mois de mars<sup>16</sup>. D'autres pays du Golfe comme le Qatar et le Koweït ont suivi la même approche. Le Maroc a été très actif, en mobilisant sa compagnie aérienne nationale pour distribuer des gants, de l'équipement sanitaire et des fournitures médicales, ce surtout chez ses voisins du continent africain.

### **Les réponses stratégiques des gouvernements**

À la suite de la confirmation des premiers cas de COVID-19 dans la région MENA, les gouvernements ont rapidement pris des mesures de renforcement de la coordination institutionnelle, en créant des **structures interministérielles**.

D'autres mesures comprennent la création de comités scientifiques et techniques en charge du suivi et de l'évaluation de la situation, ainsi que l'anticipation des répercussions directes et indirectes du COVID-19. Le gouvernement tunisien a par exemple créé une Autorité nationale chargée du suivi de l'épidémie, qui réunit de hauts responsables de tous les ministères, dans l'objectif « d'imposer la complète application des mesures de lutte contre le virus ». Cette Autorité assurera aussi la coordination entre le Comité national de lutte contre le coronavirus, présidé par la présidence du Gouvernement, et les comités régionaux chargés des catastrophes naturelles. Elle prendra en charge le « suivi de la régularité de la fourniture des produits de base, de la distribution de l'assistance sociale aux familles pauvres et sans revenus, ainsi que la transmission des recommandations au comité national pour combattre le COVID-19 afin que soient prises les mesures utiles pour limiter la propagation du virus ».

Il faut souligner que cette approche – empruntée dans plusieurs pays – est très centralisée, ce qui est judicieux lors d'une crise ; les Centres de gouvernement ont joué en effet un rôle important dans la gestion de la crise<sup>17</sup>. Mais le niveau local est tout aussi crucial dans le déploiement de solutions adaptées et fonctionnelles. Il en résulte une tension entre les échelons centraux et décentralisés, notamment en Tunisie<sup>18</sup>.

De nombreux gouvernements ont aussi adopté des mesures pour garantir la **continuité des services publics** lorsqu'ils avaient pris des mesures de confinement. Des dispositions sur le télétravail et sur les outils en ligne ont été prises afin de faciliter la continuité du fonctionnement de l'administration publique. La Jordanie<sup>19</sup> et le Maroc<sup>20</sup> ont rédigé des manuels pratiques sur le télétravail, qui offrent des conseils généraux et des techniques pour faciliter son utilisation. En dépit de ces efforts, le télétravail a été difficile à déployer dans l'administration publique, faute de compétences adéquates des fonctionnaires, d'un niveau suffisant de numérisation des services et de procédures souvent fondées sur les documents papier. Le Maroc a aussi créé une série de nouveaux services de délivrance en ligne dans l'objectif de réduire les

<sup>16</sup> Voir le Policy Tracker pour les EAU : <https://www.oecd.org/coronavirus/country-policy-tracker/>

<sup>17</sup> <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/building-resilience-to-the-covid-19-pandemic-the-role-of-centres-of-government-883d2961/>

<sup>18</sup> <http://nawaat.org/portail/2020/05/06/covid-19-in-tunisia-tensions-arise-between-municipalities-and-central-government/>

<sup>19</sup> <https://www.facebook.com/CSBGOV/photos/pcb.1262103807540150/1262140957536435/?type=3&theater>

<sup>20</sup> <https://drive.google.com/file/d/1CQ4oWqTrHJzGYZxPoEsWfhdzSSnwrHn/view?fbclid=IwAR1d0NnBadsisFmbMd1v-pB5thM1TZrM70fIDGZD1JJZ2CozEfUGEOFB98c>



échanges de documents papier, limitant ainsi le risque de transmission du COVID-19 par le papier. En Tunisie, le premier paiement des allocations a été fait dans les bureaux de poste, provoquant de longues queues ; un portefeuille numérique a donc été créé par la suite<sup>21</sup>.

Plusieurs pays ont eu recours à des mesures de **communication publique** comme des campagnes télévisuelles, radiophoniques ou *via* les réseaux sociaux afin de sensibiliser les citoyens aux règles d'hygiène et aux mesures préventives pour réduire la propagation du COVID-19. En Jordanie, le ministère de la Culture a mobilisé plusieurs acteurs et influenceurs jordaniens lors d'une levée de fonds pour le lancement d'une campagne vidéo de sensibilisation sur la lutte contre le coronavirus. Dans ces vidéos, les influenceurs et les acteurs montraient des techniques et des manières d'aider les enfants à bien utiliser leur temps libre à la maison lors de la quarantaine à domicile<sup>22</sup>. Les gouvernements ont aussi mis en place des sites internet rassemblant toute l'information sur la situation du COVID-19 dans leurs pays. Ces sites fournissent aux citoyens les réponses aux questions les plus fréquemment posées, luttent contre la désinformation, et donnent des conseils pour garantir la santé des personnes et aider à lutter contre la propagation de la pandémie.

Enfin, les **marchés publics** des pays MENA se sont adaptés à la crise en mettant en œuvre des mesures de facilitation de la fourniture rapide des biens sanitaires et indispensables en adéquation avec des besoins changeants. L'Autorité nationale tunisienne des marchés publics (HAICOP) a adopté une circulaire pour rappeler aux acheteurs publics la nécessité de respecter les dispositions établies en cas de force majeure, et allégé les procédures. De la même manière, des efforts sont en cours pour améliorer la résilience des principales infrastructures, comme les services de santé et les principaux fournisseurs, afin d'atténuer l'impact de la crise à court terme et de favoriser leur pérennité et leur résistance face à de futures crises de plus long terme, lorsque les réponses de la gouvernance publique seront essentielles pour la création des conditions d'une reprise économique et sociale. Ceci sera décisif pour l'édification d'un secteur public fort, coordonné, réactif, fiable, ouvert, inclusif, transparent et responsable, et de ce fait capable d'anticiper continûment et efficacement les besoins et les problèmes évolutifs qui pourraient résulter de possibles chocs futurs.

## Conséquences économiques et budgétaires dans la région MENA

La pandémie provoque une perturbation économique généralisée dans la région du fait de plusieurs chocs simultanés, dont la chute des demandes intérieure et extérieure, de faibles cours du pétrole, de la perturbation des échanges et des chaînes de valeur ajoutée, d'une dégradation de la confiance des consommateurs et des investisseurs et d'un resserrement des conditions de financement. Compte tenu d'une demande mondiale déprimée, les cours des produits de base et les volumes échangés ont baissé. Avec l'aggravation des disparités statistiques et l'apparition de fragilités financières (notamment en ce qui concerne les insolvabilités, les prêts non productifs et l'accès au crédit), la vulnérabilité des économies en développement face à la crise a considérablement augmenté. Par conséquent, **la croissance du PIB a été fortement affectée pour 2020**. Si l'on prend en compte les mesures de régulation rigoureuses prises par les pays MENA, ainsi que la perturbation des chaînes logistiques mondiales et les caractéristiques structurelles de chaque économie, le FMI prévoit une contraction pour tous les pays MENA sauf l'Égypte, en 2020, de -4.1% en moyenne. Les dernières estimations indiquent que la croissance de la région MENA pourrait baisser de -6.6% pour les pays exportateurs de pétrole et de -1% pour les pays importateurs de

<sup>21</sup> <https://en.africanmanager.com/mobile-payment-new-digital-wallet-launched/>

<sup>22</sup> <https://bit.ly/2xhyDfc>



pétrole en 2020.<sup>23</sup> Les deux pays le plus durement frappés en ce qui concerne la chute attendue de la croissance de leur PIB sont la Libye et le Liban, avec respectivement -66.6% et -25% du PIB.

Les pays fragiles et affectés par des conflits devraient connaître une forte diminution de leur PIB par habitant, ce qui posera d'important problèmes de pauvreté. Au Liban, qui accueille beaucoup de réfugiés venus surtout de Syrie, la dramatique explosion du principal port de Beyrouth a provoqué, selon les premières estimations<sup>24</sup>, entre 3,8 et 4,6 milliards de dollars de dégâts matériels, tandis que les conséquences en termes de flux économiques du déclin de la production de différents secteurs économiques seraient de l'ordre de 2,9 à 3,5 milliards \$. **Il est donc indispensable d'adopter des plans de financement et de reconstruction économique concrets** si l'on veut éviter un complet effondrement social et économique. Même avant l'explosion, le nombre estimé de personnes touchées par la pauvreté par habitant avait augmenté au Liban de 28% en 2019 à 55% en mai 2020<sup>25</sup>. La situation ne peut que s'aggraver du fait des conséquences de l'explosion sur les revenus comme sur la disponibilité et les prix des produits et aliments de base.

Cependant, il est important de souligner **les efforts budgétaires sans précédents** consentis par de nombreux pays MENA pour atténuer les conséquences de la crise sur les familles et les entreprises. Les Émirats arabes unis, par exemple, ont annoncé un plan de stimulation de 27 milliards \$, dont des subventions sur l'eau et l'électricité pour les citoyens et les activités industrielles, alors que l'Égypte a conçu un plan de soutien de 6 milliards \$, et le Qatar et l'Arabie saoudite se sont engagés à hauteur respectivement de 23 et 13 milliards \$, ciblant surtout les PME et les secteurs privés. Outre que le rebond doit être rendu possible par un plan de reprise économique adapté, le FMI prévoit une reprise en V pour la région, la plupart des pays devant connaître une reprise en 2021<sup>26</sup>.

---

<sup>23</sup> [FMI, Regional Economic Outlook - Middle East and Central Asia, octobre 2020.](#)

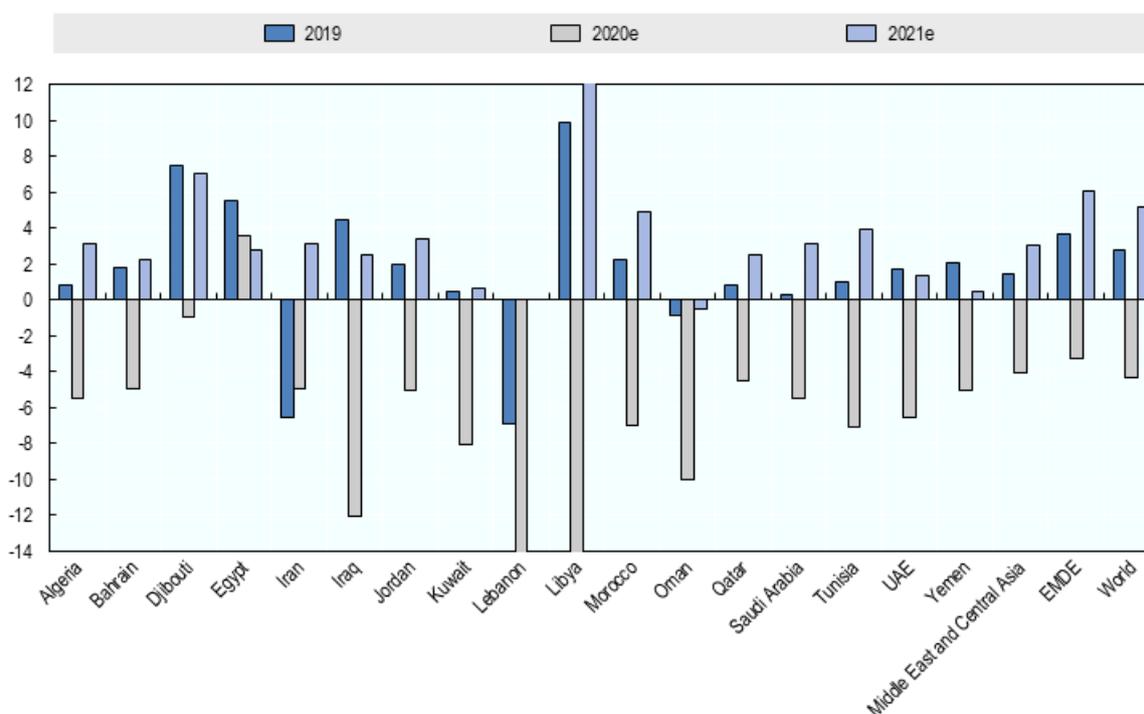
<sup>24</sup> <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/08/30/beirut-explosion-decisive-action-and-change-needed-to-reform-and-rebuild-a-better-lebanon>

<sup>25</sup> ESCWA (2020), « Poverty in Lebanon: Solidarity is vital to address the impact of multiple overlapping shocks », *Policy Brief 15*, [https://www.unescwa.org/sites/www.unescwa.org/files/20-00268\\_pb15\\_beirut-explosion-rising-poverty-en.pdf](https://www.unescwa.org/sites/www.unescwa.org/files/20-00268_pb15_beirut-explosion-rising-poverty-en.pdf)

<sup>26</sup> <https://www.imf.org/en/Publications/REO/MECA/Issues/2020/04/15/regional-economic-outlook-middle-east-central-asia-report>



**Graphique 1. Le produit intérieur brut dans certains pays MENA (% de changement d'année en année)**



Note : e = estimations. MEED = Marchés émergents et économies en développement.  
Source : Fonds monétaire international, World Economic Outlook Database, octobre 2020

Les pays MENA ont réagi rapidement aux conséquences économiques de la crise sur les secteurs privés et les familles ; ils ont maintenu le marché financier en activité. En moyenne, 2,7% du PIB ont été alloués aux mesures budgétaires, et 3,4% (soit plus de 47 milliards \$) en apports de liquidités mobilisés par les Banques centrales dans la région lors des premières semaines de la crise. Pour un **panorama plus complet des mesures économiques mises en œuvre par les pays MENA**, référez-vous à l'Annexe 2.

Cependant, de telles mesures posent aussi des problèmes en termes de **stabilité macro-économique**, en particulier dans les pays fortement endettés, puisque la dette des gouvernements arabes a considérablement augmenté du fait des mesures de gestion de crise, alors que le coût des emprunts augmentait lui aussi beaucoup. Ces pressions accrues liées aux dépenses de crise ajouteront au déficit budgétaire régional, qui doit augmenter de 3,3% en 2019 à 10,8% du PIB en 2020<sup>27</sup>. Ces risques sont particulièrement aigus pour les pays dont les marges budgétaires sont réduites, comme l'Algérie, le Bahreïn, l'Irak, l'Iran et Oman. Ceci fait naître des inquiétudes en ce qui concerne la pérennité de la réponse économique des pays, dans le contexte de la reprise. Selon les projections du FMI, le ratio dette-PIB devrait atteindre 95% du PIB en moyenne à la fin de 2020 parmi les pays MENA importateurs de pétrole.

### **Difficultés budgétaires**

Les gouvernements ont alloué des ressources complémentaires au secteur de la santé, mais aussi, comme ceux des pays de l'OCDE, à certains secteurs de l'économie ainsi qu'aux foyers les plus

<sup>27</sup> [FMI, Regional Economic Outlook - Middle East and Central Asia, octobre 2020](#)

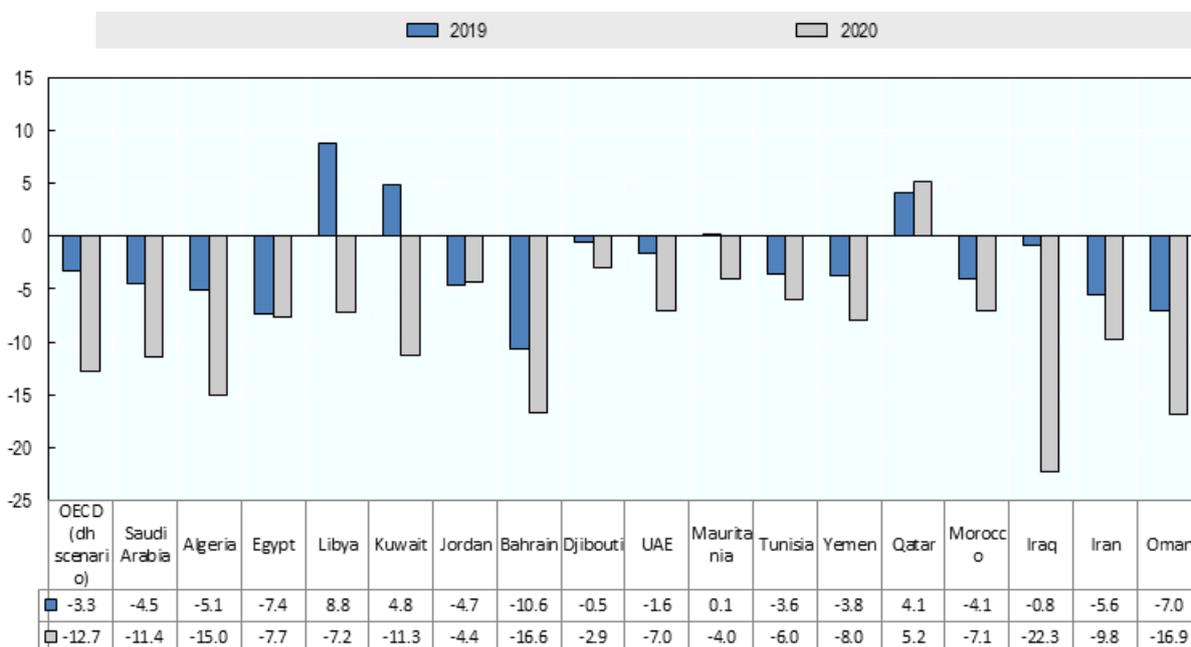


vulnérables. Les déficits budgétaires devraient être bien plus importants en 2020 qu'en 2019 (Graphique 2) et augmenter la dette publique (Graphique 3). Dans certains pays, ces dépenses supplémentaires, quoique inévitables, vont donc aggraver les déséquilibres budgétaires préexistants (par exemple au Bahreïn) ou menacer les efforts de consolidation antérieurs (par exemple en Égypte), et par conséquent poser de nouveaux problèmes de viabilité budgétaire. Les impacts budgétaires de la crise sont donc moins importants pour les pays (comme le Qatar) qui ont été en mesure de puiser dans leurs réserves budgétaires comme les fonds souverains afin de réagir à la crise.

Une nouvelle stimulation budgétaire pourrait avoir lieu dans presque tous les pays de la région en 2021, du fait des effets durables de la pandémie. Les pays MENA seront donc confrontés aux mêmes difficultés que d'autres pays dans le monde – à savoir la nécessité d'identifier les coupes budgétaires possibles pour allouer des ressources aux politiques les plus prioritaires, afin de soutenir l'économie et les foyers. Les systèmes budgétaires devront en outre s'adapter et s'améliorer, en tenant compte des enseignements tirés des efforts pour faire face aux demandes et aux pressions suscitées par la crise du COVID-19. Durant la pandémie, peu de pays MENA ont, par exemple, conçu ou soumis à leur organe législatif de nouvelles lois de finances ; ils se sont appuyés sur d'autres mécanismes pour décider de mesures de dépenses, comme les fonds extrabudgétaires ou les décrets exécutifs, ce qui a parfois eu pour effet de limiter la portée et le délai d'un contrôle public ainsi que la responsabilité du gouvernement sur leurs décisions de politique budgétaire.

## Graphique 2. Déficit budgétaire, Gouvernement général, 2019 et 2020

Solde budgétaire global dans les pays MENA (% du PIB)

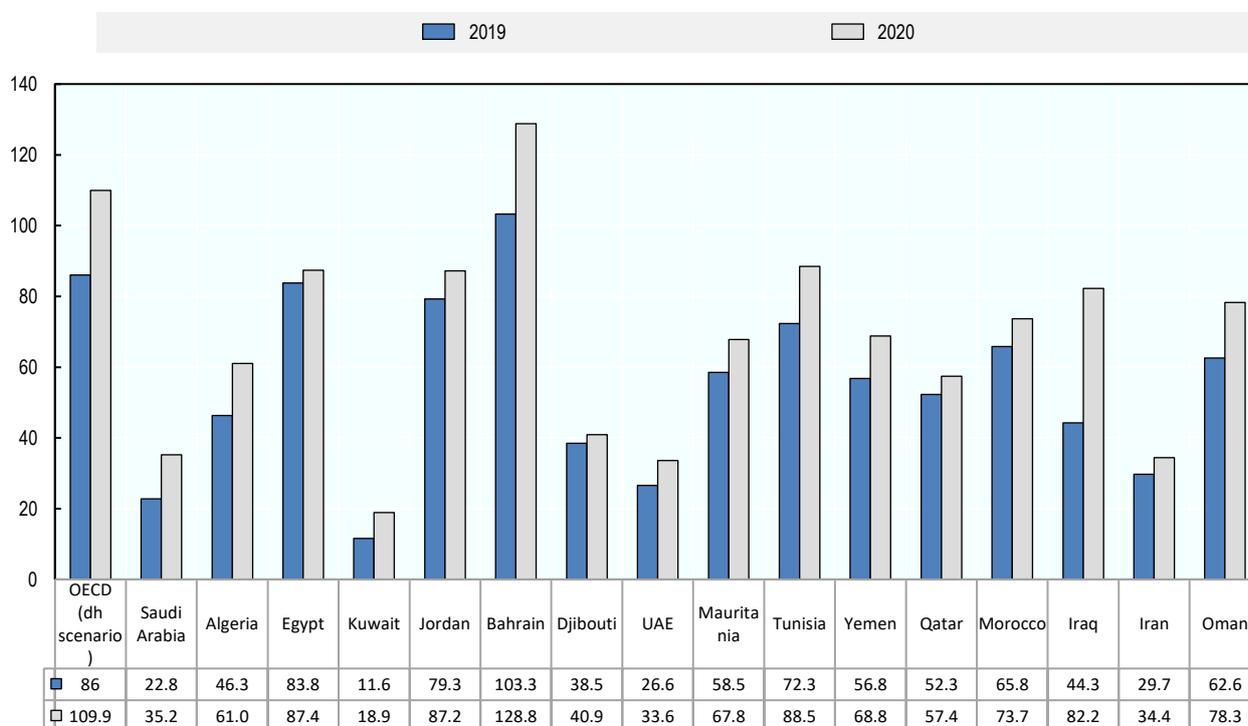


Note : Estimations et projections des équipes du FMI publiées en avril 2020. Le Liban n'est pas pris en compte, du fait de la détérioration de sa situation budgétaire en août 2020. Données indisponibles pour la Libye.



### Graphique 3. Dette publique, Gouvernement général, 2019 et 2020

Dette brute des pays MENA (% du PIB)



Source : Estimations et projections des équipes du FMI publiées en avril 2020. Le Liban n'est pas pris en compte, du fait de la détérioration de sa situation budgétaire en août 2020. Données indisponibles pour la Libye.

Les sections suivantes portent sur certaines conséquences économiques concrètes propres à la région, dont l'impact sur le commerce et l'investissement, les cours du pétrole, le développement du secteur privé, les transferts de fonds et le tourisme.

#### Impact sur l'investissement et le commerce

L'OCDE prévoit une chute des flux mondiaux d'IDE d'au moins 30% en 2020 (scénario le plus optimiste) par rapport à 2019 avant de revenir aux niveaux antérieurs à la crise vers la fin de 2021<sup>28</sup>. Les chocs sur la demande et l'offre, associés à la chute des cours du pétrole et à l'affaiblissement de la confiance des investisseurs, doivent provoquer une diminution encore plus marquée de l'IDE dans les pays MENA<sup>29</sup>. La Commission économique de l'ONU pour l'Asie occidentale estime que la région arabe devrait connaître une chute de 45% de ses flux d'IDE en 2020<sup>30 31</sup>.

En 2019, l'IDE mondial a augmenté de 12%, atteignant 1 426 milliards \$, mais connaissait encore des difficultés lorsque l'épidémie a frappé, bien en-deçà des niveaux enregistrés entre 2010 et 2017 (voir

<sup>28</sup> Voir [OECD note on foreign direct investment flows in the time of COVID-19](#)

<sup>29</sup> Voir [OECD note on investment in the MENA region in the time of COVID-19](#)

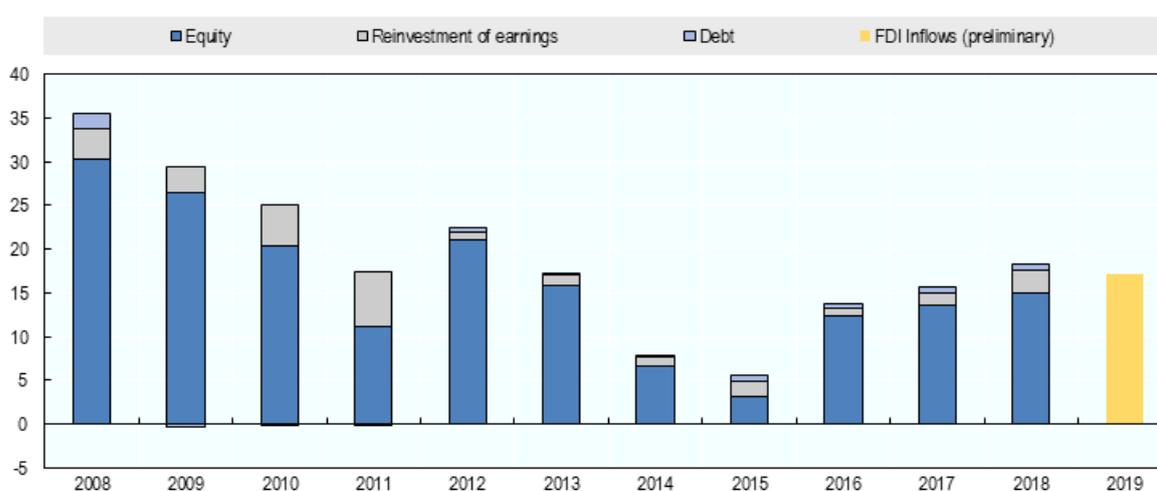
<sup>30</sup> [https://www.unescwa.org/sites/www.unescwa.org/files/20-00153-en\\_impact-covid-19-trade-investment.pdf](https://www.unescwa.org/sites/www.unescwa.org/files/20-00153-en_impact-covid-19-trade-investment.pdf)

<sup>31</sup> Le FMI anticipe par exemple pour la Tunisie une forte chute IMF de l'IDE, de 82,3% en 2020, de 798 millions \$ à 141 millions \$. <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2020/04/14/Tunisia-Request-for-Purchase-Under-the-Rapid-Financing-Instrument-Press-Release-Staff-Report-49327?cid=em-COM-123-41407>



OCDE L'IDE en chiffres, 2020). Au cours de la même année, les flux d'IDE de la région MENA<sup>32</sup> se sont élevés à 17,2 milliards \$, soit une augmentation de 10% par rapport à 2017, mais moins de la moitié toutefois des niveaux enregistrés en 2008, qui fut le pic des flux d'IDE dans la région (Graphique 2). Une conséquence se fera immédiatement ressentir sur l'IDE, à la fois dans la région et dans le monde, du fait de la réduction des placements en actions, dans la mesure où les investisseurs vont suspendre les investissements en installations nouvelles et les fusions et acquisitions (F&A). Les estimations préliminaires indiquent que la valeur des accords de F&A a déjà baissé de 71% lors des quatre premiers mois de 2020, de 89,6 milliards à 26,2 milliards \$ par rapport à la même période en 2019<sup>33</sup>. Les investissements en installations nouvelles représentent plus de 80% du total des dans la plupart des pays importateurs de pétrole de la région<sup>34</sup>, tandis que les F&A concernent surtout les pays du CCG<sup>35</sup>.

**Graphique 4. Flux d'IDE dans la région MENA par instrument, 2008-2019**



Note : Les données sur l'IDE tiennent compte de l'Algérie, le Bahreïn (jusqu'en 2011), Djibouti, l'Égypte, l'Irak, la Jordanie (depuis 2009), le Koweït, le Liban, la Libye, la Mauritanie (depuis 2012), le Maroc, Oman, la Syrie (jusqu'en 2010), la Tunisie, le Yémen (jusqu'en 2016), et l'Autorité palestinienne. Les détails sur les flux d'IDE par instruments sont indisponibles pour le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Les colonnes agrégées ne correspondent donc pas au flux totaux d'IDE pour l'ensemble de la région MENA. Pour certains pays, la prise en compte des instruments comme le réinvestissement des bénéfices peut être limitée, et certains de ces instruments peuvent être associés. Étant donné que les précisions sur les flux d'IDE par instruments sont indisponibles pour un nombre significatif de pays au moment de la rédaction de ce rapport, la ligne globale pour 2019 correspond aux premières estimations des entrées d'IDE.

Source : Calculs OCDE fondés sur les données du FMI.

<sup>32</sup> Les données ne tiennent pas compte des flux d'IDE au Qatar, en Arabie saoudite et dans les Émirats arabes unis. Pour plus de précisions sur les pays pris en compte voir la note du Graphique 2.

<sup>33</sup> Byblos Bank (2020), *Country Risk Weekly Bulletin*, n°628.

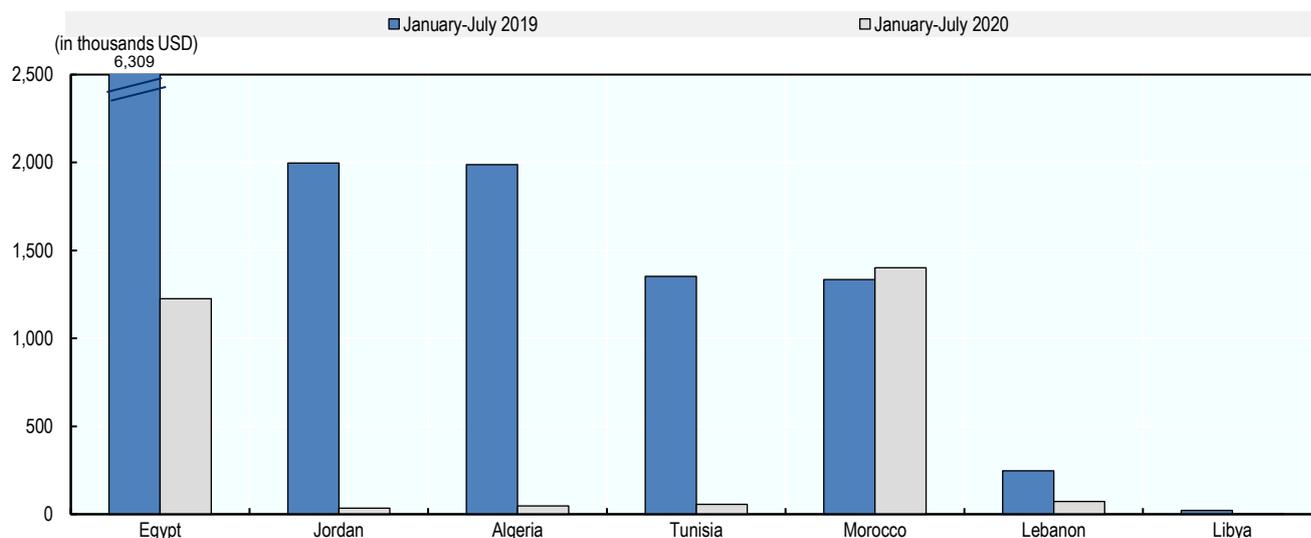
<https://www.byblosbank.com/Library/Assets/Gallery/Publications/CountryRiskWeeklyBulletin/Country%20Risk%20Weekly%20Bulletin%20628.pdf>

<sup>34</sup> [https://www.iemed.org/observatori/arees-danalisi/arxiu-adjunts/anuari/med.2018/FDI\\_MENA\\_region\\_Carril\\_Milgram\\_Paniagua\\_Medyearbook2018.pdf](https://www.iemed.org/observatori/arees-danalisi/arxiu-adjunts/anuari/med.2018/FDI_MENA_region_Carril_Milgram_Paniagua_Medyearbook2018.pdf)

<sup>35</sup> <https://www.gfmag.com/magazine/february-2020/wave-m-megadeals-mena>



### Graphique 5. IDE en installations nouvelles pour certains pays MENA



Source : Base de données sur les marchés de l'IDE du *Financial Times*

La plupart des pays MENA ont pris des mesures immédiates en matière de politique d'investissement pour faire face à la crise. Ils ont fourni un appui sectoriel spécifique et encouragé le transfert de la production, notamment vers les zones franches, introduit des mesures budgétaires et financières afin d'alléger la pression sur certaines industries, appuyé des activités en récession, et élargi l'accès au marché local aux investisseurs étrangers (par exemple en Tunisie et en Égypte). Les agences de promotion des investissements (API) prennent des initiatives d'urgence pour conforter et préserver les investissements existants. Elles ont mis en place des cellules de crise afin d'informer les investisseurs et de communiquer avec eux, de répondre à leurs demandes et de suivre les perturbations de la production. Elles sont en train de recentrer, de repenser et de renforcer leurs services post-crise en ciblant le maintien de l'investissement, en particulier dans les secteurs stratégiques et essentiels (par exemple, le post-crise représente aujourd'hui 70% des activités de l'Agence de promotion de l'investissement étranger de Tunisie, qui résout les problèmes ponctuels des investisseurs et encourage la réaffectation des lignes de production vers les produits et services demandés).

Les perturbations causées par la pandémie pourraient aussi avoir des conséquences sur la décision des entreprises multinationales de réorganiser la distribution géographique et sectorielle de leurs activités de production. Les pays MENA ont commencé de réfléchir aux implications de telles décisions et à la manière de répondre à une possible nouvelles configuration des chaînes de valeur. La Tunisie se positionne déjà, par exemple, comme une destination privilégiée pour l'investissement, ce particulièrement dans le secteur de l'industrie des composants automobiles qui envisagent de délocaliser leur production, des États-Unis et de Chine vers la Méditerranée du Sud. Il est aussi envisagé de réviser la législation actuelle sur les investissements afin de privilégier les secteurs prioritaires, d'améliorer la structure institutionnelle et la réglementation, et d'explorer de possibles synergies entre les agences de promotion et de facilitation des investissements<sup>36</sup>.

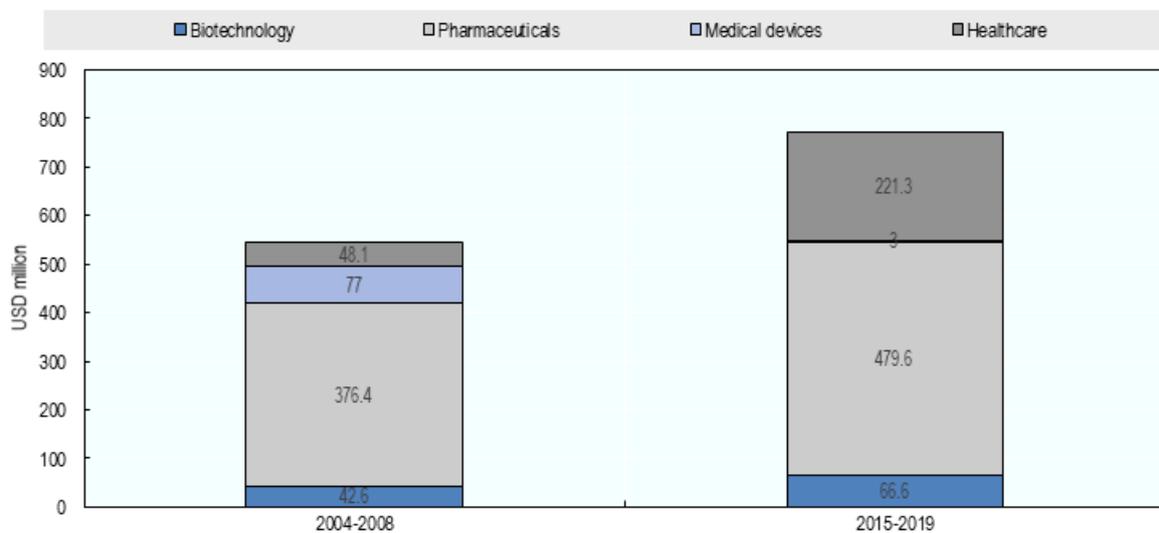
Les conséquences des décisions en matière d'approvisionnement sont aussi importantes pour les investissements dans les secteurs de la pharmacie, des produits et de l'équipement médicaux, et, de plus en plus, de la fourniture de soins, qui dépend davantage que dans le passé de chaînes de valeurs

<sup>36</sup> <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/investment-in-the-mena-region-in-the-time-of-covid-19-da23e4c9/>



mondiales (voir [Note de l'OCDE sur la chaîne de valeur mondiale du masque facial lors de la pandémie du COVID-19 : éléments factuels et enseignements](#)). Dans la région MENA, les nouveaux investissements annoncés dans ces secteurs ont augmenté de 42%, de 771 millions de dollars E.-U. de 2015 à 2019, par rapport à 544 millions entre 2004 et 2008. Assurer l'approvisionnement requis par la lutte contre la pandémie est devenu la priorité immédiate des décideurs en matière de commerce et d'investissement de la région. Le ministère égyptien de l'Industrie et du Commerce, par exemple, a interdit pour une période de trois mois l'exportation de fournitures de prévention de l'infection, comme les masques faciaux et l'alcool et ses dérivés<sup>37</sup>.

**Graphique 6. Nouveaux IDE dans les industries liées à la santé**



Note : Les données sont disponibles pour l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, la Libye, le Maroc, l'Autorité palestinienne et la Tunisie  
Source : OCDE, données sur les marchés de l'IDE (2020)

Les options et réflexions stratégiques en matière de reprise concernent aussi des cadres, stratégies et méthodes de travail renouvelés d'investissement, une incitation plus forte des investissements au travers de la numérisation, et des réformes du climat de l'investissement en faveur d'une plus grande ouverture (par exemple les amendements législatifs visant à annuler la règle 49/51 sauf dans les secteurs stratégiques en Algérie, et à autoriser une pleine propriété étrangère dans de nombreux secteurs aux ÉAU et au Qatar). Le défi est de construire un agenda ambitieux de réforme du commerce et de l'investissement, de saisir les opportunités de construire des chaînes de valeurs régionales et d'attirer des investissements de qualité qui promeuvent un redressement diversifié, équitable, plus vert et résilient.

### **Impact sur les transferts de fonds**

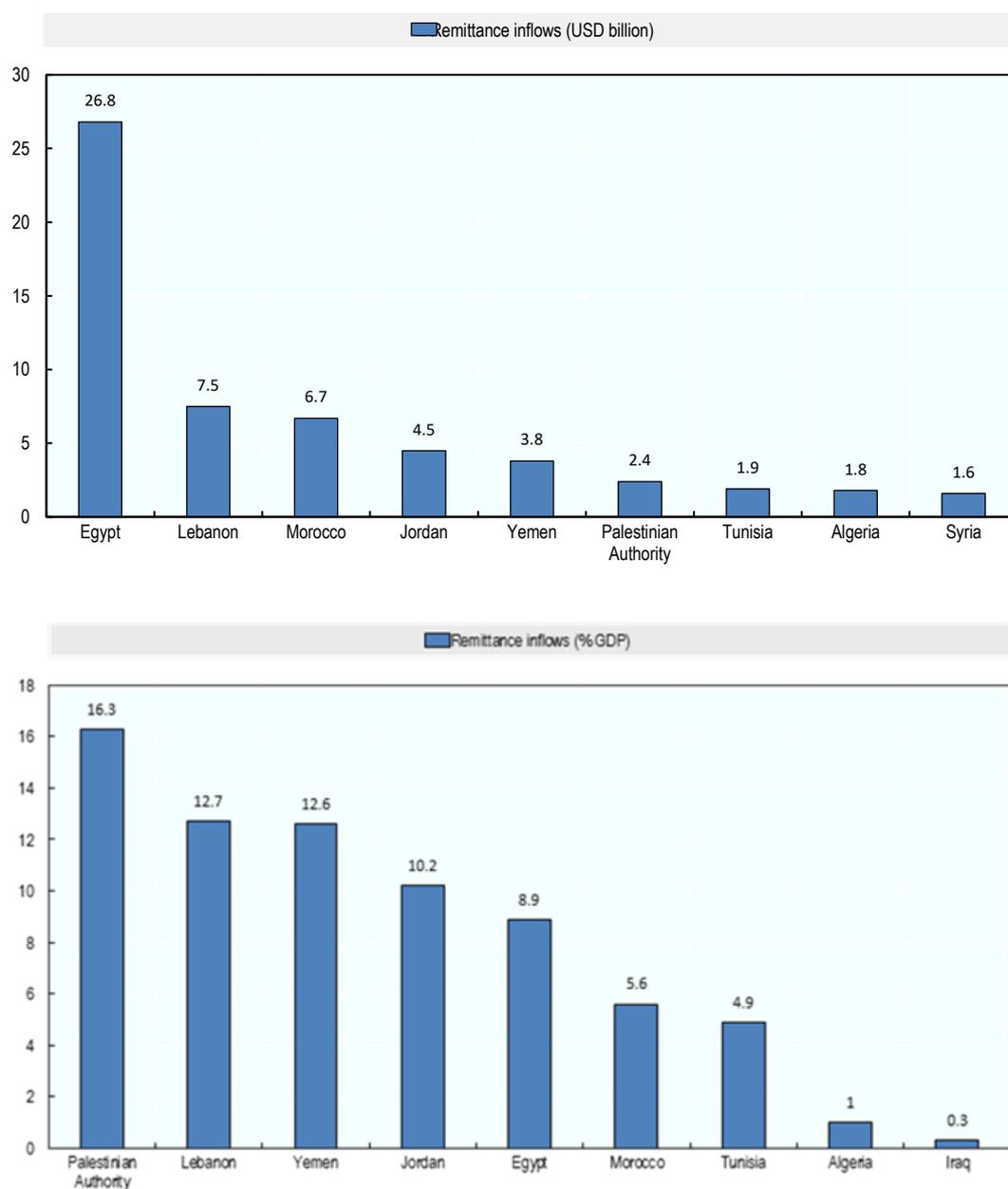
Les perturbations mondiales provoquées par le COVID-19 affecteront les transferts de fonds vers la région MENA, en particulier depuis les pays d'Europe et du Golfe. La raison principale de ces effets est que les pays d'où sont envoyés les fonds sont confrontés à des chocs économiques sans précédent, ce qui diminuera les revenus des personnes qui transfèrent ces fonds. En 2018, la région a reçu des transferts de fonds pour un total de 62 milliards de dollars E.-U., ce qui représente une augmentation de 9% comparé

<sup>37</sup> <http://www.mti.gov.eg/English/MediaCenter/News/Pages/MTI-imposes-3-month-ban-on-export-of-anti-infection-supplies-1.aspx>



à l'année passée. À la suite de la crise, la Banque mondiale estime que les fonds transférés à la région MENA diminueront de 19.6% par rapport aux 47 milliards de dollars E.-U. en 2020<sup>38</sup>.

**Graphique 7. Flux de fonds vers les pays MENA, 2019**



Source : Banque mondiale

<sup>38</sup> Banque mondiale, « COVID-19 crisis through a migration lens », *Migration and Development Brief 32*, avril 2020, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/33634/COVID-19-Crisis-Through-a-Migration-Lens.pdf?sequence=1&isAllowed=y>.



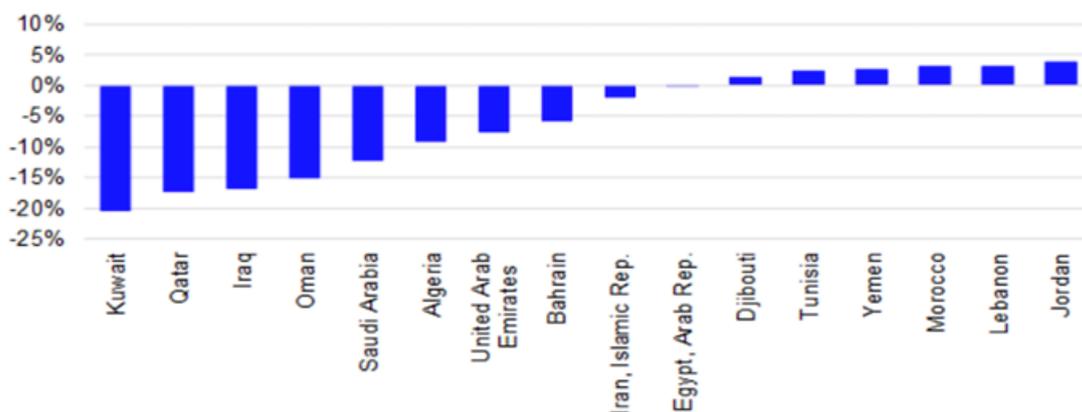
Les pays de la région les plus affectés par la diminution des transferts de fonds provoquée par la pandémie du COVID-19 sont l'Égypte et le Liban, mais d'autres pays devraient aussi connaître un semblable perte. L'Égypte est le 5<sup>ème</sup> plus gros bénéficiaire de transferts dans le monde, pour un montant de 26,8 milliards en 2019 et près de 10% du PIB. Tandis que la valeur des transferts en janvier-mars était proche de la moyenne de 6 milliards de dollars, une diminution de 2,3 milliards est attendue pour avril-juin 2020. Au Liban, les transferts ont représenté 7,3 milliards (ou 12,5% du PIB) en 2019 ; étant donné que près de la moitié de ces versements sont en provenance des pays du Golfe, la diminution des prix du pétrole devrait affaiblir la contribution de ces transferts à l'économie.

Selon le FMI, les transferts vers la Tunisie devraient aussi diminuer de 12%, passant de 5,5% du PIB en 2019 à 4,4% du PIB en 2020. Plus généralement, la reprise des transferts dépendra notamment du succès des plans de stimulation des économies développées mais aussi de l'évolution des dynamiques mondiales en matière de migration et de marché du travail, dans la mesure où de nombreux secteurs industriels intensifs en travail ont été particulièrement touchés par la pandémie. Le financement public du développement peut aussi contribuer à **réduire les coûts de transfert de fonds**. La Banque mondiale anticipe une reprise des transferts vers la région MENA en 2021, mais à un faible rythme, d'environ 1,6%<sup>39</sup>.

### Impact sur les prix du pétrole

La pandémie du COVID-19 et les mesures liées de confinement ont provoqué une contraction mondiale sans précédent de l'activité économique et une chute de la demande mondiale de produits pétroliers. En 2020, la demande mondiale de pétrole doit connaître une diminution pour la première fois depuis la récession mondiale de 2009. Au même moment, la décision de certains producteurs clés d'augmenter leur production début mars a aggravé l'impact sur un marché déjà approvisionné de manière excédentaire, ce qui a accru les déséquilibres. Le résultat a été l'un des plus graves chocs sur les prix de l'histoire du marché de l'énergie. En avril, les prix du pétrole Brent sont passés sous la barre de 20 dollars E.-U. par baril, soit une perte de près de 70% de sa valeur. Alors que les capacités de stockage ont approché leurs limites, les prix du pétrole fixés par les contrats du West Texas Intermediate arrivant à échéance en mai sont devenus négatifs pour la première fois de leur histoire<sup>40</sup>.

**Graphique 8. Estimer l'impact direct de la chute des prix du pétrole sur le revenu réel des pays (% d'évolution du PIB)**



<sup>39</sup> Banque mondiale, « COVID-19 crisis through a migration lens », *Migration and Development Brief 32*, avril 2020, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/33634/COVID-19-Crisis-Through-a-Migration-Lens.pdf?sequence=1&isAllowed=y>.

<sup>40</sup> <https://oilprice.com/Energy/Crude-Oil/OPEC-Deal-Wont-Solve-The-Oil-Storage-Crisis.html>



Cette estimation est fondée sur l'hypothèse que les prix du pétrole resteront inférieurs de 48% au niveau de 2019.  
Source : Graphique extrait de Banque mondiale : [Coping with a Dual Shock: COVID-19 and Oil Prices](#)

Le choc sur la demande causé, par la pandémie représente une opportunité pour les producteurs à faible coût de reconquérir une part de marché à la faveur d'un effondrement des prix.

En réaction à la détérioration rapide des fondamentaux, le jeudi 9 avril, l'OPEC, la Russie et d'autres producteurs ont essayé de s'accorder sur la plus forte réduction de la production de pétrole dans l'histoire. Ils ont ensemble décidé de retirer du marché 10 million de barils par jour (mbj), soit 10% de la production mondiale pour les mois de mai et de juin. Cette décision a été confortée par la réunion ministérielle extraordinaire du G20 le 10 avril, qui a réuni certains des plus gros producteurs mondiaux, dont les États-Unis, le Canada, le Brésil et d'autres, pour discuter une action concertée face à l'excédent sur le marché pétrolier. La vigueur de la destruction de la demande, qui a atteint environ 25,2 mbj en avril, a rendu impossible toute action sur l'offre afin de rééquilibrer le marché. Cependant, la réduction de l'offre et le raffermissement de la demande (suscitée par l'allègement progressif des fermetures dues à l'épidémie) devraient faire passer le marché de niveaux de stocks très élevés à la rétractation.

Pour les pays producteurs du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, la réduction des prix du pétrole a eu des effets immédiats sur les trajectoires économiques. Aux yeux de certains observateurs, elle a à nouveau mis au jour les fragilités d'une économie trop dépendante par rapport aux revenus du pétrole et du gaz. Ces derniers pourraient diminuer d'au moins 80% en 2020 dans les économies productrices que sont l'Irak, l'Algérie ou Oman<sup>41</sup>. En Arabie saoudite, par exemple, les revenus pétroliers ont diminué de 24% sur un an au T1. La chute des revenus non pétroliers a été de même ordre, atteignant environ 17% au T1. Le gouvernement a réagi à la diminution des revenus en demandant aux ministères de réduire leurs dépenses de 20 à 30%, mais ceci ne s'est pas produit suffisamment rapidement pour compenser cette chute ; le budget trimestriel est donc devenu déficitaire d'environ 9 milliards de dollars. Les capitaux étrangers du pays ont connu leur plus forte chute en 20 ans, soit une diminution supérieure d'environ 50% au déclin brutal enregistré après la chute des prix en 2014.

Les mesures de court terme affectent fortement l'activité économique et les dépenses du gouvernement. En Arabie saoudite mais aussi dans le Golfe, le ralentissement de l'activité économique devrait frapper lourdement la main d'œuvre expatriée, et aboutir à une baisse de la population entre 4% et 10% dans la région cette année. En Irak, l'une des économies les plus dépendantes au pétrole du Moyen-Orient, la situation est grave. En avril, les exportations pétrolières ont diminué de 1,4 milliard de dollars (par rapport à un montant de 6,1 milliards en janvier), ce qui débouche sur un manque de 4,1 milliards pour remplir les obligations liées aux dépenses essentielles de salaires et pensions et de fonctionnement des institutions du gouvernement.

De telles réductions pourraient rendre son importance à la diversification économique, mais dans le même temps empêcher qu'elle soit encouragée. Le secteur de l'énergie a joué un rôle vital dans l'appui à la fourniture de soins, au travail à distance et à de nombreuses autres urgences<sup>42</sup>. Les plans de redressement doivent s'adapter aux objectifs nationaux et internationaux de long terme en ce qui concerne la résilience énergétique et le développement durable, et il est essentiel qu'ils favorisent des transitions vers les énergies propres. En mettant celles-ci au cœur de la reprise, les gouvernements peuvent provoquer les changements structurels requis pour assurer que la reprise économique ne provoque pas un renforcement malvenu des émissions de CO<sub>2</sub> ni une pollution de l'air local.

<sup>41</sup> IEA (2020), *Sustainable Recovery*, IEA, Paris <https://www.iea.org/reports/sustainable-recovery>

<sup>42</sup> IEA (2020), *Sustainable Recovery*, IEA, Paris <https://www.iea.org/reports/sustainable-recovery>



### ***Prendre en compte l'environnement dans le redressement économique***

Les dimensions de santé environnementale de la pandémie de COVID-19 sont particulièrement importantes pour les pays MENA<sup>43</sup>. L'impact de la pandémie peut y être aggravé par la rareté des ressources en eau, par l'insuffisance de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement ainsi que de la gestion des déchets (dont des matières dangereuses comme les déchets sanitaires et biomédicaux). Les mesures de confinement peuvent de surcroît provoquer une exposition accrue à la pollution de l'air intérieur, surtout pour les personnes qui utilisent des combustibles polluants pour la cuisine ou le chauffage dans les pays les plus pauvres de la région, ou pour les logements non ou mal ventilés. Un environnement sain réduit la vulnérabilité des populations aux pandémies, et a par ailleurs le pouvoir de dynamiser l'activité économique, de créer des emplois et de réduire les inégalités.

S'il s'agit surtout aujourd'hui de combattre la crise sanitaire provoquée par le COVID-19 et de prendre les mesures de redressement économiques qui s'imposent, les gouvernements MENA ne devraient pas laisser de côté l'action requise pour **limiter les risques suscités par le changement climatique, l'insuffisance des ressources en eau, la pollution de l'air et de l'eau, la dégradation des sols, la désertification et la dégradation de la biodiversité**. Bien que ces menaces aient une autre temporalité, elles peuvent aussi **fortement déstabiliser les sociétés et les économies MENA**.

Alors que la crise se répand dans le monde, les gouvernements MENA devraient veiller à mettre leurs mesures de stimulation et leurs politiques en cohérence avec leurs objectifs plus larges et ambitieux de protection de l'environnement et de réponse au changement climatique. Ils devraient évaluer de manière systématique les possibles conséquences inattendues des mesures de redressement à court terme (comme les dispositions budgétaires et fiscales) sur l'environnement, garantir la cohérence politique et éviter les conséquences environnementales négatives imprévues qui pourraient mettre en péril la résilience et la santé environnementale futures des sociétés.

De nombreux pays dans le monde ont placé les mesures environnementales au cœur des dispositifs de stimulation en réponse à l'épidémie. Ces dispositifs peuvent être une opportunité pour la région MENA d'**investir dans les transformations économiques et innovations technologiques réelles** (en évitant le blanchiment écologique), en dynamisant les technologies en matière d'énergie solaire et éolienne, dans le cadre de villes vertes et intelligentes aussi bien que de projets de désalinisation de l'eau de mer (alimentés par des sources d'énergie renouvelables), ainsi qu'en développant des systèmes de transport public écologiques. Cela pourrait aider les pays du Conseil de Coopération du Golfe à réduire leur empreinte carbone et la demande énergétique comme la part des énergies fossiles dans l'économie. L'appui public et privé devrait aussi être renforcé en ce qui concerne les investissements dans le développement et la modernisation des secteurs de l'eau et de la gestion des déchets, particulièrement dans les pays MENA. Des niveaux rehaussés de santé environnementale renforceront la résilience des sociétés face aux pandémies et autres urgences.

Les gouvernements MENA devraient dans la mesure du possible **conditionner les mesures sectorielles d'appui financier à des améliorations sur le plan environnemental**. Le recours à des mesures d'appui financier comme les prêts préférentiels, les garanties de prêts et les abattements fiscaux pourrait favoriser des engagements plus marqués en faveur de l'environnement, ainsi qu'une meilleure performance des secteurs polluants susceptibles d'être particulièrement affectés par la crise. Les campagnes de communication qui soulignent les bénéfices du bien-être et de la prospérité dans des sociétés plus résilientes peuvent renforcer le soutien de la population à des mesures améliorant la santé environnementale.

<sup>43</sup> Voir aussi la plateforme numérique de l'OCDE: « From containment to recovery: Environmental responses to COVID-19 » et « Environmental health and strengthening resilience to pandemics ».

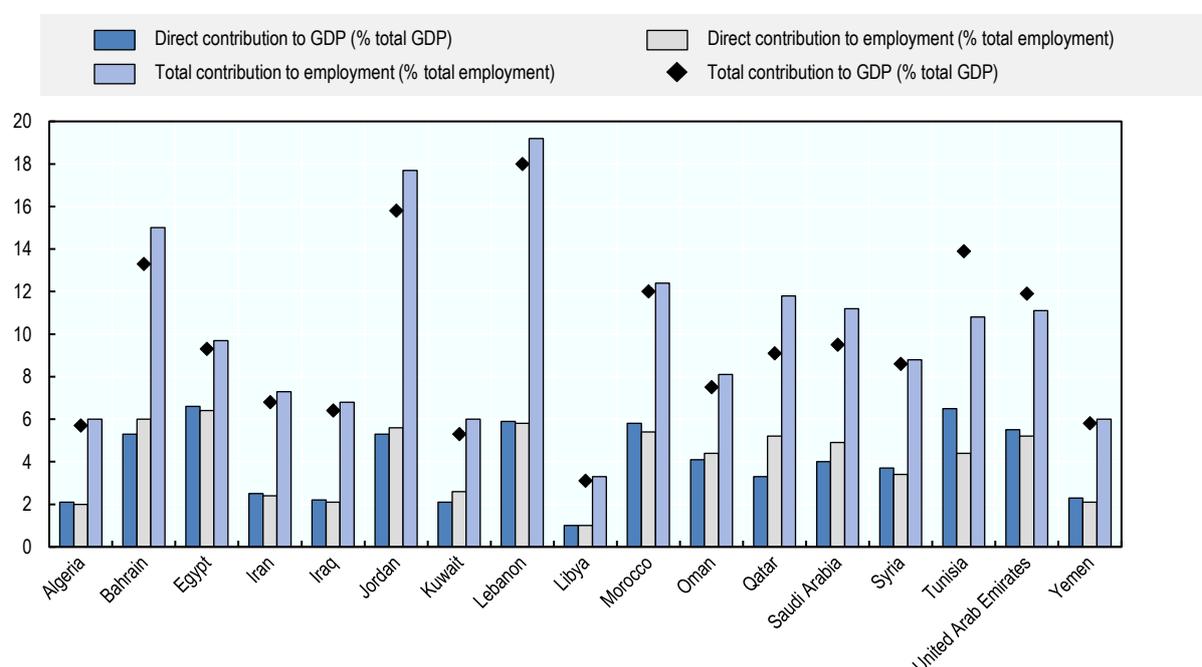


## Impact sur le tourisme

**Le tourisme** est l'un des secteurs économiques les plus affectés par la crise du COVID-19. Le choc subi par l'industrie mondiale du tourisme pourrait concerner 45 à 70% de la production selon la sévérité de la pandémie. À l'échelle mondiale, l'OCDE anticipe un déclin de 60% à 80% du tourisme international, et l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) [prévoit](#) un déclin des arrivées de touristes étrangers de 58% à 78%, soit une perte de 910 à 1 170 milliards de dollars E.-U., des profits procurés par le tourisme international.

### Graphique 9. Le poids du tourisme dans les économies MENA

Contributions directe et totale du secteur des voyages et du tourisme au PIB et à l'emploi dans les pays MENA, 2019



Note : La contribution totale au PIB fait référence à la part du PIB produite directement par le secteur des voyages et du tourisme, à quoi s'ajoutent ses impacts indirects et induits. La contribution totale à l'emploi fait référence à la part des emplois créés directement par le secteur des voyages et du tourisme, à quoi s'ajoutent ses impacts indirects et induits.

Source : Conseil mondial du voyage et du tourisme, 2019.

Le tourisme représente un pilier économique majeur pour les pays MENA et une composante clé de la diversification économique des pays exportateurs de pétrole. En 2019, le secteur du voyage et du tourisme a représenté 5,3% de la croissance du PIB et 6,7 millions d'emplois dans toute la région, [selon](#) le Conseil mondial du voyage et du tourisme. Les mesures de confinement et l'impact sur la croissance économique aux États-Unis, au sein de l'Union européenne et en Chine, qui sont les principaux marchés pour le tourisme vers la région, ont considérablement réduit le nombre de visites de touristes étrangers au Moyen-Orient. Au cours de la première moitié de 2020, les rapports de l'OMT ont relevé pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord un déclin respectif de 57% et 62% des arrivées, proche de la moyenne mondiale de



65%<sup>44</sup>. Les premières indications montrent que la situation s'est aggravée au cours de l'été, STR constatant une chute de 42% des taux d'occupation des hôtels moyen-orientaux en juillet, ce qui est le plus faible niveau jamais enregistré pour ce mois<sup>45</sup>.

Ce déclin de l'activité touristique devrait avoir des conséquences fortes dans plusieurs pays de la région, ceux surtout qui sont très dépendants des revenus procurés par le tourisme, notamment le Maroc, la Tunisie, le Liban et l'Égypte. Dans ce dernier pays, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (International Food Policy Research Institute, IFPRI) *estime* que la baisse des revenus du tourisme représentera deux tiers des pertes totales de PIB provoquées par la crise. Selon la CNUCED, l'Égypte et le Maroc figurent parmi les pays qui sont le plus affectés par les pertes de PIB induites par le déclin du tourisme<sup>46</sup>. L'annulation des grands événements dans la région, dont EXPO 2020 à Dubaï et le pèlerinage annuel de la Mecque en Arabie saoudite, qui attendaient respectivement **25 millions de visiteurs** et **2 millions de touristes religieux**, affectera notamment l'économie des pays. Dans les pays du CCG, PwC *estime* que près de 400 000 emplois liés au tourisme pourraient être détruits du fait de la crise. Le scénario de base du Conseil mondial du voyage et du tourisme (WTTC) pour la reprise, publié en juin, prévoit pour la région MENA une perte totale de 3,4 millions d'emplois dans ce secteur<sup>47</sup>.

Afin de répondre à ces difficultés, de nombreux gouvernements MENA<sup>48</sup> ont pris des initiatives pour appuyer l'industrie nationale du tourisme. Les mesures incluent des lignes de crédit dédiées pour les entreprises du secteur, comme celles mises en place par la **Banque centrale d'Égypte**, des exemptions de taxes et redevances, par exemple au Bahreïn et des Émirats arabes unis, et la restructuration de la dette comme en Tunisie.

Une attention particulière a aussi été accordée au secteur du tourisme dans les stratégies nationales de déconfinement. En Égypte, les hôtels ont été **autorisés** à accueillir des touristes nationaux à hauteur de 50% de leurs capacités à partir de juin, s'ils respectent les mesures de sécurité et notamment le test de contamination des employés, l'installation d'un équipement de désinfection, la réservation d'un étage ou d'un lieu dédié à la quarantaine pour les cas suspects ou positifs, et la mise en œuvre de mesures de distanciation sociale.

Dans la mesure où les principaux marchés étrangers alimentant la région risquent de rester durablement anémiés, le tourisme national et intra-régional sera crucial pour la reprise dans le secteur. Les pays ont pris des initiatives pour promouvoir le tourisme national, comme l'illustre, par exemple, par la campagne de « l'été saoudien » lancée par l'Autorité saoudienne du tourisme en juin, afin d'encourager les résidents à voyager dans le pays plutôt qu'à l'étranger.

<sup>44</sup> OMT (2020), World Tourism Barometer. August/September 2020, vol. 18, no. 5, <https://doi.org/10.18111/wtobarometereng>

<sup>45</sup> OMT (2020), World Tourism Barometer. August/September 2020, vol. 18, no. 5, <https://doi.org/10.18111/wtobarometereng>

<sup>46</sup> CNUCED (Juillet 2020), *Covid-19 and Tourism: Assessing the Economic Consequences*, <https://unctad.org/webflyer/covid-19-and-tourism-assessing-economic-consequences>

<sup>47</sup> WTTC (Juin 2020), *Middle East Recovery Scenarios and Economic Impact from Covid-19*, <https://wttc.org/Research/Economic-Impact/Recovery-Scenarios-2020-Economic-Impact-from-COVID-19/moduleId/1459/itemId/101/controller/DownloadRequest/action/QuickDownload>

<sup>48</sup> *See also: Tourism Policy Responses to COVID-19*



## Impact sur le développement du secteur privé

Les micro, petites et moyennes entreprises (PME), entrepreneurs et indépendants jouent un rôle fondamental dans les économies de la région MENA. Ils constituent la majorité des entreprises et une part importante des emplois. Les indépendants (formels et informels) et les microentreprises (entre 2 et 9 personnes employées) représentent près de 70% de l'emploi total, juste derrière l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne (80% dans les deux cas). Tous les pays MENA ont pris des initiatives (à des degrés variables) pour encourager et soutenir l'entrepreneuriat, considéré comme un facteur essentiel de la création d'emplois de qualité et du développement d'une économie plus dynamique et productive<sup>49</sup>.

La crise sanitaire et économique actuelle a mis en évidence et confirmé l'importance des PME, entrepreneurs et travailleurs en compte propre (c'est-à-dire qui n'emploient aucune autre personne qu'eux-mêmes), qui ont été très touchés par l'activité économique perturbée, des perspectives de reprise incertaines et les mesures de confinement prises par les gouvernements. Bien que les données soient rares et que les enquêtes soient rarement représentatives de la population des entrepreneurs, certains faits mettent en évidence l'impact de la crise sur l'écosystème du secteur privé.

Une enquête auprès de 42 grandes entreprises et 61 petites entreprises affiliées à la Chambre américaine de commerce d'Égypte, réalisée en avril 2020, indique que 85% des entreprises sondées anticipent des baisses de revenus en 2020, de plus de 20% pour 50% d'entre elles. L'impact est particulièrement fort pour les petites entreprises, qui toutes indiquent des pertes de revenus et 68% une diminution d'au moins 20% de leurs bénéfices habituels. Les secteurs les plus affectés incluent le secteur hôtelier et touristique, la construction et l'immobilier, le secteur manufacturier, le pétrole et le gaz ainsi que le marketing. En outre, 50% des petites entreprises et 45% des moyennes entreprises ont déjà fait état d'un impact financier<sup>50</sup>.

En Jordanie, un sondage auprès de 290 PME de différents secteurs montre que 98% des entreprises indique une diminution des bénéfices, 91% d'entre elles connaissant une perte complète de revenus lors du confinement. 85% des entreprises sondées voient en outre la crise actuelle comme une forte menace pour leur fonctionnement, en particulier celles du sud du pays et celles opérant dans le secteur du tourisme et de l'hébergement<sup>51</sup>. En Tunisie, une enquête auprès de 600 PME de différents secteurs met en évidence que 67% des entrepreneurs disent avoir été confrontés à des difficultés financières au cours du précédent mois. Une majorité des microentreprises (57%) et petites entreprises (79%) sondées prévoient en outre une diminution des revenus au cours des trois prochains mois, avec une baisse moyenne attendue de 24%<sup>52</sup>. Une autre enquête auprès de 467 PME tunisiennes montre que 81% des entreprises ont subi une chute de leurs revenus du fait de la crise, dont 58% faisant état d'un déclin de plus de 50%<sup>53</sup>.

La baisse des prix du pétrole et la pandémie pourraient ensemble accélérer la consolidation dans les secteurs où opèrent de nombreuses entreprises familiales. Les entreprises les moins capitalisées ont parfois été contraintes de vendre des parts minoritaires voire la société tout entière. Les entreprises confrontées à une perte durable de revenus et à des difficultés de liquidités **courent le risque de devenir insolvables voire d'interrompre leurs activités**, mais peu d'enquêtes sont jusqu'à aujourd'hui rendu compte du problème de solvabilité et de faillite des entreprises.

<sup>49</sup> [Politiques en faveur des PME Afrique du Nord et Moyen-Orient, OCDE/EU/ETF, 2018.](#)

<sup>50</sup> American Chamber of Commerce of Egypt (2020), *COVID-19 Response: Impact on Business Activity Survey Findings from AmCham Egypt Members*, avril.

<sup>51</sup> Ipsos (2020), « Assessment of the impact of the COVID-19 crisis on SMEs: Identifying measures to ensure business continuity », *C19 Impact Series – SMEs Edition*, mai 2020.

<sup>52</sup> IACE, Tunisia (2020), *Mesure d'impact de la propagation de la pandémie (Covid-19) sur l'emploi*, avril.

<sup>53</sup> Ministre de l'Industrie et des PME, Tunisie (2020), *Résultat de l'enquête – Impact du Covid-19*, avril.



Dans le cadre de sa réaction à la crise du coronavirus, l'OCDE a évalué le risque d'une large crise des liquidités en utilisant un échantillon multisectoriel de près d'un million d'entreprises européennes<sup>54</sup>. Le rapport établit que sans appui gouvernemental (report de paiement des taxes, appui financier pour le paiement des échéances d'emprunts ou soutien temporaire pour le paiement des salaires), 20% des entreprises auraient épuisé leurs liquidités après un mois, 30% au bout de deux mois et 38% au bout de trois mois. Dans un scénario où le confinement et la distanciation sociale auraient été imposés pendant sept mois, plus de 50% des entreprises auraient eu des liquidités insuffisantes. Il est donc important pour les gouvernements de mettre en place des dispositifs d'appui permettant aux entreprises et entrepreneurs viables mais vulnérables de faire face aux difficultés et d'éviter la perte d'activités imputable aux problèmes de trésorerie nés de la crise.

Les enquêtes auprès des entreprises de la région MENA donnent aussi une idée de l'une des conséquences les plus redoutables de la crise, c'est-à-dire **la perte des emplois, des heures de travail et des salaires des employés de nombreuses petites entreprises** (sachant que, comme on l'a dit, certaines de ces enquêtes ne portent que sur une faible part de la totalité des entreprises, il faut interpréter prudemment leurs résultats). En Égypte, l'enquête sur les entreprises affiliées à la Chambre américaine de commerce indique que si plus de 60% des entreprises ont fait état de conséquences négatives sur l'efficacité des employés, plus de 80% prévoient de garder leurs équipes. Toutefois, les secteurs les plus affectés par la crise, comme le secteur hôtelier et le tourisme, la construction et l'immobilier, et le pétrole et le gaz, ont indiqué que de nombreux licenciements étaient possibles.

L'enquête en Jordanie indique que la deuxième grande inquiétude des entreprises sondées est le paiement des salaires (47% d'entre elles), juste après le paiement d'un loyer (70%), et avant l'incapacité de travailler à distance (43%). L'enquête relève aussi que 14% des PME ont déjà réduit les salaires et que 16% prévoient de faire de même. En Tunisie, l'enquête auprès de 600 entreprises (dont 92,7% micro- et 5,6% petites entreprises) menée en avril par IACE constate que 42% des entreprises anticipaient une réduction du nombre de leurs employés au cours des trois prochains mois, et que 46% des micro-entreprises et 37% des petites et moyennes entreprises sont dans cette situation. Pour les entreprises complètement fermées lors du sondage, ce chiffre atteint 57%, avec une diminution moyenne attendue des effectifs de 35%. En outre, 27% des entreprises sondées indiquaient ne pas pouvoir payer leurs salariés en avril, et 19% ne pouvoir le faire qu'en partie. Pour les entreprises complètement fermées lors du sondage, seulement 34% indiquaient qu'elles seraient en mesure de payer intégralement leurs salariés en avril.

Une perte importante d'emplois formels dans les PME aurait des conséquences très négatives dans la région MENA, caractérisée par un fort taux de chômage structurel (10% en moyenne), **particulièrement parmi les jeunes** (plus de 25% en moyenne). Ce serait aussi une source d'inquiétude étant donné le rôle joué par les PME *dans l'emploi formel du secteur privé* en Égypte (environ 33%), en Irak (près de 90%), en Jordanie (environ 43%), au Liban (55%), au Maroc (presque 30%), en Cisjordanie et à Gaza (plus de 90%) et Tunisie (près de 40%)<sup>55</sup>. De fait, même s'ils sont importants, les niveaux d'emploi formel dans les PME dans la région MENA sont faibles en regard de la situation dans les pays de l'OCDE et d'autres économies émergentes. Au cours des deux dernières décennies, la politique en matière de PME d'entrepreneuriat a été un outil pour répondre aux grands problèmes économiques et de développement tels que la réduction du chômage, l'essor de l'innovation et de la productivité, et la diversification de l'économie en regard du rôle prédominant de l'État, voire parfois une dépendance forte aux hydrocarbures.

<sup>54</sup> OCDE (2020), *Corporate sector vulnerabilities during the Covid-19 outbreak: assessment and policy responses*. Series Tackling Coronavirus (COVID-19): Contributing to a Global Effort. [https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=132\\_132712-uidv1yagnx&title=Corporate-sector-vulnerabilities-during-the-Covid-19-outbreak-assessment-and-policy-responses](https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=132_132712-uidv1yagnx&title=Corporate-sector-vulnerabilities-during-the-Covid-19-outbreak-assessment-and-policy-responses)

<sup>55</sup> FMI (2019), *Enhancing the Role of SMEs in the Arab World – Some key considerations*, Note politique n° 19/040, Washington D.C., à partir de données du World Bank Enterprise Surveys.



Une destruction des emplois dans les PME représenterait par conséquent un pas en arrière et aurait des conséquences négatives sur la population, comme l'accroissement de l'économie informelle, un chômage encore plus important, des taux accrus de pauvreté et, tous effets mêlés, une régression par rapport aux efforts de développement.

Enfin, en déployant diverses stratégies en réaction au COVID-19, le secteur privé peut **capitaliser sur un environnement économique en mutation**. Un sondage sur les perceptions réalisé auprès des associations d'entrepreneurs et des chambres de commerce de la région de l'OCDE durant l'été 2020 a montré que 77% des répondants envisagent ou entreprennent d'accélérer leur transformation numérique et leur automatisation. Près de 93% des répondants ont déclaré procéder à des changements en regard de leurs chaînes logistiques mondiales, en développant des chaînes locales ou régionales afin de créer des réseaux numériques fondés sur les données, ce en réaction à la crise et pour favoriser des réformes.

## La crise soulève plusieurs problèmes sociaux spécifiques

Les gouvernements de la région ont fait **un effort institutionnel et politique sans précédent pour soutenir les ménages et les entreprises tout au long de la crise**. Des mesures exceptionnelles ont été prises pour garantir que cette réaction atteigne aussi les groupes cibles qui sont habituellement hors du périmètre des dispositifs de sécurité sociale, à l'instar des travailleurs informels et saisonniers. Des initiatives conjointes ont aussi été prises avec le secteur privé et les organisations de la société civile pour toucher les populations les plus vulnérables. Les pays ont été capables d'impulser rapidement des politiques audacieuses. Dans une région traditionnellement caractérisée par de faibles niveaux de dépenses de protection sociale (2,5% et 7,6% du PIB en moyenne, pour le Machrek et l'Afrique du Nord<sup>56</sup>), la plupart des gouvernements ont fait preuve d'une grande souplesse face aux aspects sociaux de la crise. Dans l'ensemble, les politiques de protection sociale ont pris six formes dans la région : l'appui financier pour l'accès aux services de santé, les politiques de congé, la protection des chômeurs, les transferts de liquidités, l'appui en nature et le subventionnement des prix ou les exemptions de taxes. Les transferts de liquidités ont été la principale mesure adoptée dans la région, soit au travers de l'adaptation de dispositifs existants soit au moyen de l'introduction de nouveaux<sup>57</sup>.

**Les vulnérabilités préexistantes dans la région sont susceptibles d'amplifier l'impact de l'épidémie sur les entreprises et les ménages**. Actuellement, les 10% les plus riches détiennent 64% des richesses, ce qui fait de la région MENA l'une des plus inégalitaires au monde<sup>58</sup>. De telles inégalités pourraient être aggravées par la crise sanitaire, dans la mesure où les groupes vulnérables sont davantage exposés aux conséquences socioéconomiques de la pandémie. Une étude récente réalisée au Maroc sur la situation économique des ménages pendant le confinement a montré que la perte de revenus avait affecté 74% des travailleurs parmi les 20% des ménages les plus défavorisés, mais 44% de ceux appartenant aux catégories le plus aisées<sup>59</sup>. L'exposition, ainsi que la capacité et les mécanismes permettant de faire face à l'épidémie, sont directement affectés par les niveaux de revenus des ménages comme des régions. Les gouvernements ont fait de réels efforts pour prendre en compte ces disparités de revenus et de protection sociale de manière à atteindre les ménages les plus vulnérables. Plusieurs pays ont renforcé ou étendu

<sup>56</sup> Dernières données disponibles, tirées de [OIT \(2017\), World Social Protection Report 2017-2019. Universal sustainable protection to achieve the Sustainable Development Goals.](#)

<sup>57</sup> [Nations Unies \(2020\), Social protection responses to the Covid-19 crisis in the MENA/Arab States region.](#)

<sup>58</sup> [World Inequality Database, "Measuring Inequality in the Middle East 1990-2016: The World's Most Unequal Region?", Working Paper Series n°2017/15.](#)

<sup>59</sup> [Haut-Commissariat au Plan \(2020\), Répercussions de la pandémie de Covid-19 sur la situation économique des ménages / 2ème panel sur l'impact du coronavirus sur la situation économique, sociale et psychologique des ménages](#)



la couverture de leurs programmes d'assistance sociale. Par exemple, le ministère des Affaires sociales a intégré ses divers programmes et appelé la population à s'enregistrer pour obtenir une aide financière. Le nombre final de personnes admissibles à ces aides est monté à près de 900 000 familles. Avec en moyenne 2,23 enfants par famille, le nombre de personnes concernées par cette mesure représente environ un tiers de la population tunisienne, soit le double du chiffre officiel de 15%<sup>60</sup>. Les logements informels ou insalubres, les camps de réfugiés et les zones assiégées ont une capacité bien plus faible de freiner la propagation du virus et de fournir des services de santé. Les mesures d'exception ont davantage frappé non seulement les travailleurs informels, mais aussi ceux qui ne peuvent travailler, comme les handicapés, les personnes âgées, les enfants, les réfugiés et les migrants (ceux-ci du fait des obstacles juridiques ou autres comme le manque de documents d'identité, etc.), dans la mesure où ils ne bénéficient pas de dispositifs de travail à distance ou de congés payés. Ceci est une source de pression durable sur des inégalités préexistantes. Les fortes inégalités entre hommes et femmes constatées dans la région risquent aussi d'être exacerbées par la crise.

## Informalité

Les pays MENA sont caractérisés par une dichotomie entre un marché du travail formel et une économie informelle précaire. L'emploi privé formel est limité et représente en moyenne moins d'un cinquième de l'emploi<sup>61</sup>. L'emploi informel atteint jusqu'à 74% au Yémen, 71% au Liban et 63% au Maroc<sup>62</sup> ; il représente en moyenne 68% de l'emploi dans la région<sup>63</sup>. L'informalité est en général associée à une protection sociale faible ou inexistante et à des revenus bas et instables, ce qui rend les travailleurs informels particulièrement vulnérables à la crise. Dans les pays MENA en particulier, leurs emplois sont généralement à faible productivité, et requièrent une présence physique, sans possibilité de travail à distance. Dans le contexte de l'épidémie de COVID-19, les restrictions des déplacements et les mesures de confinement ont donc des effets disproportionnés sur l'activité de ces travailleurs informels. Nombre d'entre eux sont confrontés à **un dilemme entre le respect des mesures de santé et la nécessité du maintien d'une source de revenus** pour payer la nourriture et faire face aux autres dépenses de base.

**Les migrants représentent une part importante des travailleurs informels** dans certains pays MENA, et en particulier dans le CCG<sup>64</sup>. Dans la mesure où ils constituent une proportion décisive de la main d'œuvre, ils ont travaillé dans la santé, les soins infirmiers, les transports, les secteurs de l'agriculture ou de l'industrie notamment celle du pétrole, tout au long de la crise. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et la Chambre internationale du commerce (CIC) ont produit un guide dédié pour l'employeur<sup>65</sup> en août, pour fournir aux entreprises des solutions répondant aux problèmes spécifiques des travailleurs migrants.

Dans le même temps, les travailleurs informels ne sont pas nécessairement bénéficiaires des dispositifs d'appui mis en place pendant la crise, comme l'appui de l'État aux salaires. À court terme, les pays dont les secteurs informels sont développés pourraient trouver des moyens de soutenir le secteur informel au travers, par exemple, de versements de liquidités directs ou d'autres types de soutien adapté. Cela a été le cas en Égypte, où un versement mensuel a été alloué pendant trois mois aux travailleurs informels qui

<sup>60</sup> <http://www.ins.tn/en/themes/pauvret%C3%A9>

<sup>61</sup> Banque mondiale (2013). Jobs for shared prosperity: time for action in the Middle East and North Africa (Vol. 4).

<sup>62</sup> Banque mondiale (2013). Jobs for shared prosperity: time for action in the Middle East and North Africa (Vol. 4).

<sup>63</sup> [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_protect/---protrav/---travail/documents/publication/wcms\\_711798.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/publication/wcms_711798.pdf)

<sup>64</sup> <https://www.oecd.org/migration/building-human-capital.pdf>

<sup>65</sup> [https://iris.iom.int/sites/default/files/IOM-COVID%2019\\_Employer\\_Guidance\\_V2\\_Final%20%28English%29.pdf](https://iris.iom.int/sites/default/files/IOM-COVID%2019_Employer_Guidance_V2_Final%20%28English%29.pdf)



avaient perdu leur revenu du fait de la crise. Il peut aussi être important de veiller à ce que les dispositifs de mobilité au travail de la main d'œuvre intègrent un agenda en faveur de l'inclusion permettant aux travailleurs migrants de bénéficier d'emblée des systèmes nationaux de sécurité sociale. À plus long terme, les pays devront faire face aux causes structurelles de l'activité informelle, dont le manque d'offres d'emploi, la fragilité et la mise en œuvre partielle des systèmes de sécurité sociale. C'est d'autant plus important que la pandémie de COVID-19 peut perturber ou remettre en cause le fonctionnement des filets de sécurité sociale. En Égypte, par exemple, le gouvernement a étendu le bénéfice de ses programmes d'assistance sociale *Takaful* et *Karama*, ce qui a permis à plus de 1,5 million de familles vulnérables de bénéficier de versements directs de liquidités pendant la pandémie. Le Maroc a mis en place un programme de transfert utilisant les téléphones mobiles au profit des travailleurs informels, et identifié l'intégration du secteur informel de l'économie comme un pilier stratégique de sa stratégie de reprise post-crise<sup>66</sup>.

## Égalité entre hommes et femmes et autonomisation des femmes

Partout dans le monde, les conséquences socioéconomiques de la pandémie de COVID-19 ont frappé de manière disproportionnée les groupes désavantagés, les femmes étant tout particulièrement concernées. Dans les économies émergentes et en développement, les faiblesses structurelles comme des environnements peu compétitifs, la corruption, l'importance de l'emploi vulnérable ou informel, ainsi que l'existence de cadres réglementaires discriminatoires et de normes sociales contraignantes, ont amené les femmes à subir des difficultés supplémentaires, comme la perte de travail ou du revenu, des charges familiales accrues, et des violences spécifiques plus fréquentes.

Étant donné l'existence de caractéristiques régionales spécifiques en matière d'inégalité des opportunités d'emploi et de l'accès aux services et marchés financiers, ainsi que de l'existence de discriminations professionnelles et sectorielles sur le marché du travail et de préjugés sur le rôle des femmes dans la société, le travail et la sécurité des revenus des femmes sont davantage exposés que ceux des hommes aux effets économiques de la crise. **Ces risques sont particulièrement forts pour les femmes travaillant dans le secteur informel.** Les statistiques montrent que 92% des femmes actives des pays en développement et 64% de celles des économies émergentes sont employées informellement<sup>67</sup>.

Une large proportion des femmes des pays MENA travaille dans des secteurs durement frappés par la pandémie, comme le secteur manufacturier, le tourisme et les entreprises de voyages d'affaires ; ces femmes ont donc perdu leur emploi. Beaucoup de femmes sont employées par des **micro- et petites entreprises**, qui résistent moins bien aux crises et peuvent davantage recourir à la suspension ou la résiliation des contrats de travail pour faire face aux difficultés économiques. Les femmes sont surreprésentées dans le travail à temps partiel (jusqu'à 50% des femmes employées au Maroc et au sein de l'Autorité palestinienne sont dans ce cas), ce qui les rend plus vulnérables au licenciement. De manière globale, UNIFEM [estime](#) que les femmes perdront dans le monde arabe environ 700 000 emplois du fait de l'épidémie. **Les effets des normes sociales contraignantes ont de surcroît été plus forts pendant la crise, ce qui a accusé la fragilité économique des femmes, et alourdi leurs charges familiales.** Dans la région MENA, les données mettent en évidence une conviction généralisée que les hommes doivent être privilégiés en matière d'emploi lorsque les opportunités sont rares<sup>68</sup>.

<sup>66</sup> <https://www.morocoworldnews.com/2020/03/297447/covid-19-morocco-to-compensate-informal-sector-workers/>

<sup>67</sup> [OIT 2019 Women and Men in the Informal Economy : A Statistical Brief](#)

<sup>68</sup> UNIFEM / Promundo (2017), Understanding Masculinities. Results from the International Men and Gender Equality Study (IMAGES) - Middle East and North Africa, <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2017/images-mena-multi-country-report-en.pdf?la=en&vs=3602>.



Les mesures de confinement à domicile et les restrictions des déplacements mis en place dans la plupart des pays MENA aggravent aussi l'exposition des femmes à la **violence domestique**. Si cette tendance a été constatée partout dans le monde, elle peut être particulièrement marquée dans la région MENA du fait de caractéristiques propres à la région, comme des normes sociales qui investissent les hommes seuls du rôle de chef responsable des revenus de la famille. Si la crise empêche les hommes de remplir ce rôle à la suite d'une perte d'emploi ou de revenu, les frustrations suscitées peuvent s'extérioriser par la violence. Dans la région MENA, les ONG et les gouvernements ont constaté [une augmentation](#) des appels vers les plateformes d'écoute faisant état de cas de violence, ainsi que des plaintes déposées.

**La pandémie a eu de graves conséquences pour les réfugiés et les populations déplacées à l'intérieur des pays, avec des effets particuliers sur les femmes.** Les pays en développement accueillent 85% des réfugiés dans le monde, dont 52% sont des femmes. La région MENA accueille à l'heure actuelle la plus grande communauté de populations déplacées à l'échelle mondiale<sup>69</sup>. La plupart des réfugiées ont été confrontées à des difficultés spécifiques pour ce qui est de l'accès aux services de base, à la violence contre les femmes et à la privation économique. Les jeunes filles réfugiées ont en outre été plus exposées aux risques d'abandon scolaire, de mutilations génitales féminines (MGF) et de mariages précoces. Ces pratiques dommageables non seulement constituent des violations des droits humains, mais représentent des obstacles à l'autonomisation des femmes, dans la mesure où elles privent les jeunes filles d'une éducation et d'une formation. Selon l'ONU, 13 millions de filles pourraient être mariées précocement et deux autres millions pourraient subir des MGF au cours de la prochaine décennie, à un moment où la pandémie remet en cause les efforts mondiaux pour lutter contre ces deux pratiques<sup>70</sup>.

Plusieurs pays MENA ont pris des initiatives pour prendre en compte les besoins spécifiques des femmes dans leur réaction au COVID-19. En Algérie et en Tunisie, le ministère des Affaires de la femme est activement impliqué, avec d'autres ministères, dans les comités chargés de répondre à la crise. En Égypte, le Conseil national des femmes (NCW) examine sur le plan de l'égalité hommes/femmes toutes les mesures du gouvernement. Il a récemment rendu publique la troisième version d'un indicateur politique de suivi des mesures et programmes pris dans le contexte de l'épidémie. Cependant, **les femmes de la région MENA n'ont toujours pas de rôle de direction dans la réaction à la crise et les stratégies de reprise post-COVID**. Alors qu'elles représentent 70% des travailleurs dans le secteur de la santé, à l'échelle mondiale, elles sont souvent absentes dans les positions gouvernementales clés. À l'échelle régionale, à l'exception du Bahreïn et du Qatar, tous les ministres de la Santé sont des hommes. En Jordanie, le comité piloté par le secteur privé créé par le gouvernement pour coordonner la réponse à la crise ne comprend aucune femme ; les besoins des femmes ne sont donc pas pris en compte.

À ce jour, seul un petit nombre d'actions publiques ont spécifiquement ciblé les femmes confrontées aux répercussions économiques de la crise. Elles incluent des transferts de liquidités destinés aux femmes (Égypte) et des congés payés exceptionnels (Autorité palestinienne, Irak). Les gouvernements ont aussi offert un appui aux femmes entrepreneurs, avec la participation des organisations internationales, sous la forme souvent de programmes de formation en ligne.

La plupart des efforts ciblés des gouvernements se sont concentrés sur **la réponse à l'augmentation des violences à l'encontre des femmes**. Les plateformes d'écoute nationales dédiées à la violence conjugale ont notamment étendu leurs horaires d'ouverture pour mieux soutenir les victimes, et des services téléphoniques complémentaires ont été ouverts qui fournissent une assistance juridique ou psychologique. Les gouvernements ont en outre engagé des actions pour sensibiliser au problème de la violence conjugale et améliorer l'accès à l'information pour les victimes, en coopération avec la société civile et les organisations internationales.

<sup>69</sup> [UNHCR 2019 Global Trends Report](#)

<sup>70</sup> [« Coronavirus puts millions more at risk of child marriage and FGM » - ONU.](#)



La pandémie du COVID-19 pourrait aussi être une occasion de faire changer les normes en matière de genre dans la région. La crise a en effet favorisé la mise en évidence du rôle majeur et du potentiel des femmes dans les sociétés de la région. **Les femmes représentent la majorité des personnes qui sont sur le front de la lutte en matière sociale, sanitaire et éducative ; elles ont aussi été très actives dans la mise en place d'initiatives et d'entreprises associées à cette lutte**<sup>71</sup>. La transition de sortie de crise pourrait favoriser le renforcement de l'agenda en faveur d'économies résilientes, inclusives et pérennes.

## Les jeunes

Bien que les jeunes soient moins exposés aux risques en termes de santé que les autres groupes d'âge, ils sont fortement affectés par les impacts socioéconomiques de la crise suscitée par le COVID-19<sup>72</sup>. Une note politique de l'OCDE sur les Jeunes et le COVID-19<sup>73</sup> indique que les organisations de jeunes sondées dans les pays MENA sont les plus inquiètes des conséquences du COVID-19 sur la santé mentale, l'éducation et l'emploi, ainsi que sur la limitation des libertés personnelles<sup>74</sup>.

L'instantané du mois d'avril réalisé pour la même note montre que, dans l'ensemble, la confiance dans le gouvernement a augmenté depuis la survenue de l'épidémie pour 43% des organisations de jeunes sondées dans le monde. Toutefois, des doutes se sont exprimés sur la capacité des gouvernements d'assurer une reprise solide. Les mesures de redressement, et les ressources considérables qu'elles vont requérir, auront des conséquences économiques, sociales et environnementales de long terme que les jeunes et les générations futures devront assumer, ce qui pose des questions de justice intergénérationnelle.

Les jeunes sont plus exposés à des risques de santé mentale qui peuvent être favorisés ou aggravés par les mesures de distanciation sociales mises en œuvre de manière plus ou moins vigoureuse dans les différents pays. Le tribut à payer sur ce plan est confirmé par diverses études<sup>75 76</sup>, qui montrent que les jeunes adultes ont connu une solitude et une inquiétude plus grandes lors de la pandémie que d'autres

<sup>71</sup> <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/women-at-the-core-of-the-fight-against-covid-19-crisis-553a8269/>

<sup>72</sup> Conscient de la dé-standardisation des trajectoires de vie, ainsi que de l'évolution et de la réinterprétation constantes de certaines étapes de la vie, la note définit la « jeunesse » comme une période vers l'âge adulte qui se caractérise par diverses transitions dans la vie d'une personne (par exemple, de l'éducation à l'enseignement supérieur et à l'emploi ; du domicile parental à la location de son propre appartement, etc.). Dans la mesure du possible, par souci de cohérence statistique, la note utilise la définition par les Nations unies des « jeunes » en tant qu'individus âgés de 15 à 24 ans.

<sup>73</sup> OCDE (2020), *Youth and COVID-19: Response, Recovery and Resilience*, [https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=134\\_134356-ud5kox3g26&title=Youth-and-COVID-19-Response-Recovery-and-Resilience](https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=134_134356-ud5kox3g26&title=Youth-and-COVID-19-Response-Recovery-and-Resilience)

<sup>74</sup> Cette analyse se fonde sur les réponses à une enquête en ligne auprès de 90 organisations de jeunes dans 48 pays, dont la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie.

<sup>75</sup> Etheridge B., Spanting L. (2020), *The Gender Gap in Mental Well-Being During the Covid-19 Outbreak: Evidence from the UK*, <https://www.iser.essex.ac.uk/research/publications/working-papers/iser/2020-08.pdf>

<sup>76</sup> McGinty EE et al. (2020), *Psychological Distress and Loneliness Reported by US Adults in 2018 and April 2020*, <http://doi:10.1001/jama.2020.9740>



groupes d'âge. Dans la région MENA, plus de 110 millions d'étudiants en âge d'aller à l'école<sup>77</sup> ont vu leur accès à l'éducation (formelle et non-formelle) restreint par les fermetures d'écoles, d'universités, de centres pour les jeunes et d'autres espaces publics.

Le ralentissement économique suscité par la crise accuse encore la vulnérabilité sur le marché du travail. La région MENA connaît le taux de chômage des jeunes le plus élevé au monde (de plus de 27% en moyenne) et les jeunes y sont cinq fois plus susceptibles de connaître le chômage que les adultes<sup>78</sup>. On estime par ailleurs que 80% des jeunes de la région travaillent au sein du secteur informel des économies nationales<sup>79</sup>, lesquelles offrent généralement des avantages ou une protection faibles ou inexistantes. Les jeunes peuvent par ailleurs être plus souvent sous contrats de travail temporaires, souvent dans des secteurs qui ont été durement frappés par la crise (comme le tourisme). Par conséquent, les jeunes peuvent subir des taux de chômage plus élevés et souffrir d'une baisse plus importante de revenus.

La **diffusion de la désinformation et de fausses nouvelles** est une autre source d'inquiétude, 50% des jeunes de la région utilisant les réseaux sociaux comme première source d'information. Selon une récente étude<sup>80</sup>, les réseaux sociaux représentent 88% de la désinformation en ce qui concerne la pandémie. Cela augmente la probabilité pour les jeunes d'y être exposés, et d'éprouver en conséquence des inquiétudes et une baisse de confiance. La région MENA accueille environ 14 millions de déplacés<sup>81</sup>, dont beaucoup de jeunes susceptibles d'être davantage affectés par la crise et ses conséquences, du fait par exemple d'un accès insuffisant à l'eau et aux installations d'assainissement et d'hygiène, de la restriction des déplacements, du manque d'offres d'emploi ou des risques accrus d'exclusion sociale.

Dans le même temps, les jeunes jouent souvent un rôle actif dans la réaction à la crise et la préparation de la reprise. Beaucoup de jeunes et d'organisations qui les représentent organisent des campagnes de sensibilisation, sont bénévoles pour soutenir les personnes âgées et vulnérables, proposent des formations numériques, partagent des données, et s'impliquent en tant que chercheurs et entrepreneurs pour proposer des idées innovantes pour répondre nationalement et à l'échelle internationale à la pandémie du COVID-19<sup>82</sup>. Au Liban, par exemple, l'Association Masar<sup>83</sup> a organisé pour les jeunes des formations en ligne sur la santé mentale, distribué des jeux de société aux familles, filmé et diffusé des vidéos montrant aux jeunes comment passer le temps pendant le confinement. Au Maroc, Impact pour le développement a créé une plateforme de partage et diffusion d'initiatives et de données sur le contexte actuel et la manière d'y réagir<sup>84</sup>. En Jordanie, des initiatives lancées par des jeunes ont organisé des campagnes sur les réseaux sociaux pour encourager les jeunes à rester à la maison, à travailler à domicile et à partager des informations issues de sources fiables pour lutter contre les rumeurs et la désinformation.

<sup>77</sup> UNICEF (2020) Middle East & North Africa Region COVID-19 – Situation Report No.1 [https://www.unicef.org/mena/media/8061/file/MENA%20SitRep\\_COVID%2019%20#1\\_31%20March%202020.pdf%20.pdf](https://www.unicef.org/mena/media/8061/file/MENA%20SitRep_COVID%2019%20#1_31%20March%202020.pdf%20.pdf)

<sup>78</sup> OIT (2017), "ILOSTAT Database", <https://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.1524.ZS?locations=ZQ>

<sup>79</sup> Kabbani, N. (2017), « Revisiting the MENA Youth Employment Challenge », Evidence Symposium on Youth and Adolescents. Amman: 21 novembre 2017.

<sup>80</sup> Brennen, J. (2020), *Types, sources, and claims of COVID-19 misinformation*, <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/types-sources-and-claims-covid-19-misinformation>

<sup>81</sup> PNUD (2016), Rapport sur le développement humain, Programme des Nations-Unis pour le Développement, New York.

<sup>82</sup> Données issues de l'Enquête de l'OCDE sur les Organisations de la jeunesse : <http://www.oecd.org/gov/what-steps-are-youth-organisations-taking-to-mitigate-the-covid-19-crisis.htm>

<sup>83</sup> <http://masarlb.org/>

<sup>84</sup> <http://initiatives.ma/index.php?lang=en>



Plus récemment, des organisations de jeunes ont apporté une contribution essentielle à la réponse à la crise née au Liban à la suite de la désastreuse explosion dans le port de Beyrouth. Les politiques devraient tenir compte du potentiel des jeunes et d'autres groupes vulnérables dans la lutte contre la crise et au service de la résilience des sociétés de la région.

En 2018, seulement 32% des jeunes avaient exprimé leur confiance dans leur gouvernement dans 12 pays MENA, contre 46% dans les pays de l'OCDE<sup>85</sup>. Les gouvernements ont aujourd'hui l'opportunité de restaurer la confiance et de « reconstruire en mieux » après la crise, en faisant en sorte que les plans de redressement prennent en compte les enjeux structurels et intègrent les inquiétudes de toutes les générations. À cette fin, les gouvernements peuvent mobiliser les jeunes dans la recherche de solutions à la crise et promouvoir la diversité des âges dans les institutions de l'État. Des réponses efficaces à la crise peuvent en outre s'appuyer sur des données ventilées par âges afin de tenir compte de la diversité des inégalités selon les contextes socioéconomiques, les appartenances culturelles et le sexe. De nouveaux investissements peuvent enfin être envisagés dans les politiques et services en faveur des jeunes dans la région MENA en même temps que des efforts supplémentaires de coordination entre gouvernement et société civile, afin de mieux suivre et évaluer les mesures et les politiques, et d'inclure les jeunes sur un pied d'égalité.

## Éducation

En réponse à la crise, de nombreux pays ont dans le monde choisi de fermer les écoles pour empêcher la propagation du virus. Selon les données de l'UNESCO, le pic a été atteint dans ce domaine au début d'avril 2020, et 1,6 milliards d'apprenants étaient alors concernés dans 194 pays, soit plus de 90% du total des apprenants recensés (UNESCO, 2020). Les décideurs en matière de politiques d'éducation, les principaux des écoles et les enseignants ont alors dû trouver des alternatives à l'instruction en face-à-face afin de garantir le droit des enfants à l'éducation<sup>86</sup>. Une enquête réalisée par l'OCDE et la Harvard Graduate School of Education<sup>87</sup> a indiqué que la moitié des apprenants des écoles primaires et secondaires avaient connu des fermetures pour une période équivalente à au moins deux mois d'enseignement. Les écoles de certains pays MENA n'ont pas encore rouvert. Pendant cette période, des solutions d'apprentissage à distance comme les classes en ligne, les émissions télévisuelles et radiophoniques (par exemple au Maroc) et l'éducation assistée par ordinateur ont été utilisées à une échelle inédite pour mettre en relation enseignants et élèves. En Égypte, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement technique a lancé en mars un nouveau portail d'étude (<https://study.ekb.eg/>), inspiré de celui de la Banque égyptienne de savoirs (Egyptian Knowledge Bank, EKB), qui fournit aux étudiants un accès K-12 à toutes leurs leçons au moyen de vidéos, jeux et présentations interactives. Certains pays et écoles ont privilégié, dans l'évaluation des apprenants, les savoirs fondamentaux plutôt que les compétences cognitives, sociales et émotionnelles.

L'impact exact des fermetures d'école sur l'apprentissage (« la perte d'apprentissage ») doit encore être évalué et variera selon les personnes, leur âge et d'autres facteurs, mais il sera plus marqué pour les élèves issus de milieux défavorisés. Des récentes estimations<sup>88</sup> mettent au jour les importantes pertes d'apprentissage et impacts économiques liés à la crise actuelle, en affirmant qu'**un apprenant typique pourrait avoir perdu un tiers de l'apprentissage d'une année scolaire pendant la crise**. Ces

<sup>85</sup> Données du Baromètre arabe (Arab Barometer).

<sup>86</sup> « Strengthening online learning when schools are closed: the role of families and teachers in supporting students during the COVID-19 crisis », OCDE, à paraître.

<sup>87</sup> Reimers et Schleicher, 2020.

<sup>88</sup> Hanushek et Woessmann, 2020 ; McKinsey, 2020.



estimations font l'hypothèse que ceci pourrait réduire les revenus sur la durée d'une vie des apprenants d'environ 3%, et faire diminuer le PIB national normal d'en moyenne 1,5% sur le reste du siècle.

Les pays doivent préparer la réouverture des systèmes éducatifs, tout en renforçant et en améliorant les systèmes de fourniture d'un apprentissage hybride et à distance. Ceci peut préparer les systèmes à d'éventuelles « deuxièmes vagues » et renforcer leur performance et leur résilience sur le long terme. Plusieurs étapes peuvent être ménagées pour gérer les risques et faire les arbitrages utiles lors de la réouverture des écoles, notamment au moyen de **mesures de distanciation physique, de protocoles d'hygiène, d'une révision des politiques du personnel et de fréquentation, et d'un investissement dans la formation des personnels aux mesures adéquates de gestion du virus**. En s'appuyant sur les leçons tirées lors de la mise en place de l'enseignement à distance lors de la première moitié de 2020, les systèmes d'éducation non seulement devraient permettre l'accès aux ressources à distance aux apprenants défavorisés, mais aussi renforcer le lien entre les écoles et les parents afin d'améliorer l'information et le conseil aux parents sur les pratiques de soutien à l'éducation de leurs enfants. Investir dans la formation continue des jeunes apprenants aux compétences numériques liées à la citoyenneté – c'est-à-dire les compétences, attributs et comportements permettant de participer sainement, effectivement, de manière critique et responsable au monde numérique – reste une clé du succès de l'apprentissage en ligne<sup>89</sup>.

Cibler **l'appui aux apprenants défavorisés sera déterminant**, afin de les aider à compenser la perte d'apprentissage et de rester intégrés sur le long terme. Les gouvernements devront comprendre et traiter les effets de cette interruption sur les divers groupes d'âge, individus et, surtout, différents groupes d'apprenants (particulièrement les élèves défavorisés ayant peu ou pas accès à la technologie, dont les besoins sont spécifiques, appartenant à des familles à faible statut socioéconomique, ou ayant des compétences linguistiques insuffisantes comme les migrants, les demandeurs d'asile et les réfugiés). Il est peut-être plus important encore que les politiques permettent aux élèves défavorisés de rester impliqués et motivés, en minimisant ainsi les abandons. L'impact du COVID-19 sur l'éducation des jeunes a en effet vraisemblablement exacerbé les inégalités éducatives à un moment où l'adaptation à l'enseignement en ligne a été particulièrement difficile pour des jeunes sans accès aisé à internet, sans ordinateur personnel, ou sans lieu calme au domicile.

Les pays devront maintenir et renforcer la formation des enseignants afin d'améliorer le soutien aux élèves défavorisés ainsi que l'enseignement hybride et en ligne. Les enseignants doivent être appuyés pour intégrer les technologies à leurs pratiques et méthodes. Il est donc indispensable, pour rendre possible un usage efficace des TIC, de favoriser la formation à l'utilisation des ressources numériques dans la pratique pédagogique et de promouvoir les pratiques éducatives les plus adaptées dans ce contexte.

## Fragilité et réfugiés

Avec la pandémie du COVID-19, les zones humanitaires et affectées par le conflit violent sont dans une situation particulièrement grave. La région MENA a connu une **explosion de nombre des réfugiés et personnes déplacées** lors de la dernière décennie, la Jordanie et le Liban accueillant les effectifs parmi les plus élevés au monde de réfugiés par habitant. La Jordanie est la terre d'accueil de 750 000 réfugiés enregistrés par le HCR, qui viennent surtout de Syrie, alors que le Liban en accueille environ 1,7 million, dont 1,5 million en provenance de Syrie (en novembre 2019). La situation des réfugiés est différente dans ces deux pays en ce qui concerne l'accès à la santé et aux permis de travail. De nombreux réfugiés vivent dans des **camps densément peuplés ou dans des zones urbaines pauvres**, où les services de santé, les ressources en eau, les équipements sanitaires et d'hygiène sont rares. Les mesures de prévention, comme le lavage régulier des mains, la distanciation sociale et la quarantaine volontaire, sont dans ces

<sup>89</sup> Conseil de l'Europe, 2020.



lieux d'une grande importance, mais difficiles à mettre en œuvre. Dans les **zones en guerre**, où les systèmes de santé sont déjà fragilisés et les ressources médicales rares, les réfugiés manquent d'un accès suffisant à la fois aux **dispositifs de dépistage et au soins médicaux, ce qui rend difficile l'évaluation de la pandémie.**

Identifier des manières d'intégrer les migrants et les réfugiés, quel que soit leur statut juridique, dans les plans nationaux de lutte contre le virus, est un facteur décisif de prévention de la pandémie dans les camps et les zones d'accueil de réfugiés, autant que d'atténuation de ses conséquences. Ceci pourrait avoir des effets vertueux en anticipation de crises futures. Les pratiques nationales incluent :

- Le ministère libanais des Affaires sociales a révélé début mars un plan de prévention élaboré en coordination avec les représentants d'ONG et des organisations internationales, pour prévenir la propagation du virus dans les zones accueillant les réfugiés. Ce plan inclut des campagnes de sensibilisation ciblant les réfugiés et la fourniture de dispositifs de désinfection dans les camps.
- En Jordanie, le gouvernement, en coordination avec le HCR, a mis en place des mesures pour garantir un accès permanent des réfugiés aux services nationaux de santé, dont le renvoi des cas suspects vers des sites de quarantaine, et la fourniture du traitement requis. Le contrôle de la température est devenu systématique à l'entrée des deux principaux camps de réfugiés, la fourniture en électricité a été améliorée et les commerces ouvrent plus largement pour faciliter la distanciation sociale. Des distributions d'aide en nature sont faites par JHCO (Jordanian Hashemite Charity Organisation), notamment aux réfugiés.
- Les organisations internationales se sont aussi mobilisées pour aider les pays les plus fragiles de la région à renforcer leur capacité de réagir à la crise. En particulier, la Banque mondiale a annoncé une aide de 26,9 millions de dollars E.-U. pour appuyer les efforts du Yémen dans la lutte contre l'épidémie, dont l'essentiel financera la fourniture d'équipement médical, la réhabilitation des services de santé et la formation de personnels soignants des services d'urgence. Un autre de ses projets appuie, à hauteur de 100 millions \$, le gouvernement de Jordanie dans ses efforts pour résoudre les problèmes créés par la pandémie en matière d'éducation. L'UE a en outre décidé une aide de près de 240 millions EUR pour renforcer la résilience dans les pays voisins qui accueillent des réfugiés syriens dans le contexte de la pandémie de coronavirus.

Malgré ces efforts, différents problèmes se posent, dans une perspective sanitaire comme socioéconomique. Bien qu'aucune situation épidémique n'ait été jusqu'à aujourd'hui signalée dans les camps de réfugiés de la région, l'absence ou l'insuffisance des tests de dépistage dans les zones où les populations de réfugiés sont concentrées, ont fait naître des inquiétudes quant à **la possibilité de foyers épidémiques dissimulés**. En Syrie, Human Rights Watch estime que les chiffres officiels ne traduisent pas la réalité des cas constatés sur le terrain, et le Résident coordinateur de l'ONU, Coordinateur de l'aide humanitaire en Syrie, Imran Riza, a affirmé que plus de 200 employés de l'ONU avaient été infectés début septembre. Dans l'intervalle, le taux de contamination en Libye est devenu le plus élevé pour les pays d'Afrique du Nord. Ce risque est accentué par la faiblesse des systèmes de santé de la région, qui pourrait donner aux réfugiés un rang de priorité secondaire. Il est toutefois crucial que les systèmes nationaux de santé assurent le test et le traitement des réfugiés.

L'épidémie menace par ailleurs sévèrement la **sécurité économique des réfugiés**. La vaste majorité des réfugiés, les femmes en particulier, travaillent dans le secteur informel, et ont souvent des emplois qui leur assurent un revenu jour après jour. Des restrictions fortes interdisant aux réfugiés de travailler les empêcheraient sans doute de faire face à leurs besoins élémentaires, à l'instar tout particulièrement des réfugiés travaillant dans certains secteurs particulièrement exposés, comme l'agriculture. Des mesures de confinement prolongées risquent d'aggraver la pauvreté des réfugiés. Ceci pose de réels problèmes dans des pays comme le Liban, où la Banque mondiale estime qu'environ un tiers des réfugiés vivaient dans la pauvreté avant la pandémie.



D'autre part, la survenue de la pandémie peut aussi fortement affecter le processus de réinstallation des réfugiés, dans le cadre de la demande d'asile. **Les fermetures de frontières et les restrictions des déplacements fragilisent le droit d'asile** puisque toutes les procédures de réinstallation sont aujourd'hui suspendues, ce qui force les personnes à retourner vers les situations où elles sont menacées de persécutions et de torture, en violation du principe de non-refoulement. Le Haut-Commissaire aux Réfugiés des Nations-Unis a récemment exprimé son inquiétude, en affirmant que si les gouvernements peuvent mettre en place des mesures comme la détection des cas auprès des personnes sollicitant une protection internationale à l'entrée dans le pays, ou leur mise en quarantaine, de telles mesures ne peuvent avoir pour effet de leur refuser la possibilité effective de demander l'asile, ni provoquer leur refoulement.

Par ailleurs, dans une région où 50 millions de personnes sont aujourd'hui sous-alimentées, les gouvernements devront réagir rapidement pour éviter une nouvelle augmentation de l'**insécurité alimentaire** qui pourrait résulter des conséquences économiques de la pandémie de COVID-19. Ce risque sera aggravé si les perturbations actuelles des chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales provoquent des pénuries et des augmentations des prix dans des pays MENA très dépendants des importations alimentaires.



# Annexe 1. Panorama des systèmes de santé des pays MENA et étendue des mesures de confinement

	<b>Couvre-feu / Confinement / Limitation des déplacements</b>	<b>Mesures de distanciation sociale</b>	<b>Gestes barrières</b>	<b>Dépistage sanitaire / Traçage / Quarantaine</b>
Algérie	Confinement total dans la wilaya de Blida (mars-avril) Confinement partiel (couvre-feu) dans toutes les autres wilayas	Interdiction de tous les rassemblements publics	Masques obligatoires dans tous les lieux publics et espaces publics extérieurs	
Bahreïn	Couvre-feu nocturne (mars-mai)	Interdiction des rassemblements publics de plus de 5 personnes dans les espaces publics	Masques obligatoires dans tous les lieux publics et transports publics	Dépistage de tous les passagers entrants Quarantaine obligatoire pour les patients positifs
Égypte	Couvre-feu nocturne (mars-juin) Restrictions sur les horaires d'ouverture pour les lieux publics		Masques obligatoires dans tous les lieux publics et dans les transports publics et privés	Test COVID-19 obligatoire pour tous les passagers entrants Quarantaine obligatoire pour les patients positifs
Iran	Confinement partiel (mars-avril) Confinements totaux localisés et ponctuels dans certaines régions Restrictions sur les déplacements depuis ou vers certaines provinces ou villes		Masques obligatoires dans tous les espaces publics fermés	Dépistage de tous les passagers entrants
Irak	Couvre-feu nocturne		Masques obligatoires dans tous les lieux publics et transports publics	Test COVID-19 obligatoire pour les passagers entrants Quarantaine obligatoire pour les patients positifs
Jordanie	Confinement total (mars) Couvre-feu nocturne Restrictions sur les horaires d'ouverture pour les lieux publics	Rassemblements publics limités à 20 personnes	Masques et gants obligatoires dans tous les lieux publics et transports publics	Test COVID-19 obligatoire pour les passagers entrants Application de traçage sanitaire obligatoire Quarantaine obligatoire pour les passagers entrants
Koweït	Confinement partiel (mars-mai) Confinement total (mai) Couvre-feu nocturne		Masques obligatoires dans tous les lieux publics et transports publics	Test aléatoire pour la population Test COVID-19 obligatoire pour les passagers entrants Quarantaine obligatoire pour les passagers entrants
Libye	Confinement partiel (couvre-feu les jours de semaine, confinement total les fins de semaine) Restrictions sur les horaires de réouverture pour les lieux publics		Masques obligatoires dans tous les lieux publics	Test COVID-19 obligatoire pour les passagers entrants Quarantaine obligatoire pour les passagers entrants
Liban	Confinement total (mars, mai) Couvre-feu nocturne		Masques obligatoires dans tous les lieux publics et transports publics	Test COVID-19 obligatoire pour les passagers entrants



Maroc	Couvre-feu nocturne Restrictions sur les horaires d'ouverture des lieux publics Restrictions sur les déplacements pour certaines provinces ou villes	Rassemblements publics limités à 50 personnes	Masques obligatoires dans tous les lieux publics, transports publics et lieux de travail	Test COVID-19 obligatoire pour les passagers entrants (PCR et sérologie)
Oman	Couvre-feu nocturne (jusqu'au 15 août)	Interdiction de tous les rassemblements publics	Masques obligatoires dans tous les lieux publics et transports publics	Dépistage de tous les passagers entrants Quarantaine obligatoire pour les passagers entrants
Autorité palestinienne	Couvre-feu nocturne localisé Restrictions sur les horaires de réouverture des lieux publics	Interdiction de tous les rassemblements publics	Masques et gants obligatoires dans tous les lieux publics et transports publics	
Qatar		Rassemblements publics limités à 15 personnes à l'intérieur / 30 personnes à l'extérieur	Masques obligatoires dans tous les lieux publics et transports publics	Application de traçage sanitaire obligatoire Détection thermique dans tous les lieux publics
Arabie saoudite	Confinement total ou couvre-feu selon la zone (jusqu'à la fin juin)	Pèlerinage de la Omra annulé Rassemblements publics limités à 50 personnes	Masques obligatoires dans tous les lieux publics et transports publics	Test COVID-19 obligatoire pour les passagers entrants Quarantaine obligatoire pour les passagers entrants (2 jours) Application de traçage sanitaire proposée
Syrie	Couvre-feu partiel Restrictions sur les horaires de réouverture pour les lieux publics	Interdiction de tous les grands rassemblements publics		
Tunisie	Confinement total (mars-mai) Couvre-feu nocturne (mai-juin)		Masques obligatoires dans tous les lieux publics Caméras thermiques de détection de la fièvre dans les aéroports et au passage des frontières terrestres	Test COVID-19 obligatoire pour les passagers entrants Programme strict de quarantaine pour les 18 000 Tunisiens rapatriés Auto-isolement obligatoire pour les passagers en provenance des pays à risque élevé ou moyen
Émirats arabes unis	Couvre-feu nocturne (mars-juillet) Confinement total pendant 2 semaines (avril) Restrictions sur les déplacements depuis ou vers Abu Dhabi	Rassemblements sociaux limités à 10 personnes	Masques obligatoires dans tous les lieux publics et transports publics	Application de traçage sanitaire obligatoire Test COVID-19 obligatoire pour les passagers entrants Auto-isolement obligatoire et bracelet de traçage GPS pour les passagers en provenance d'Abu Dhabi
Yémen	Couvre-feu nocturne (avril-juillet) Confinement total localisé, ponctuel pour certaines zones Restrictions sur les déplacements entre certaines provinces			

Sources & notes : Ce tableau a été préparé sur la base de sources officielles, du Policy Tracker Pays de l'OCDE, et des informations des médias. Étant donné l'évolution rapide des événements et des mesures, l'information fournie peut ne pas être complète ou parfaitement actualisée. Elle sera actualisée régulièrement.



## Annexe 2. Panorama des mesures économiques et sociales mises en œuvre en appui aux ménages et entreprises pendant la crise

### Maghreb

#### Algérie

La Banque d'Algérie a baissé son taux d'intérêt directeur de 3,25% à 3%, et réduit le taux de réserve obligatoire de 8% à 6%, parallèlement à l'assouplissement des ratios de solvabilité et de liquidité. Elle a aussi annoncé que les banques et les institutions financières pouvaient différer les remboursements des échéances de prêts ou rééchelonner les remboursements de dettes des clients affectés par les problèmes économiques provoqués par le COVID-19. Elles peuvent en outre octroyer des prêts complémentaires aux clients dont les prêts en cours ont été différés ou rééchelonnés. Les échéances de paiement des taxes des entreprises, à la consommation et des particuliers ont été reportées (sauf pour les grandes entreprises), et la taxe récemment introduite sur les bénéfices non distribués a été suspendue. Le plan de redressement dévoilé en août inclut 20 milliards \$ d'indemnités pour les Algériens qui ont perdu leur emploi du fait de la crise, 11,5 milliards \$ de transferts vers les ménages pauvres et 16,5 milliards en primes pour les personnels de santé.

#### Maroc

La Banque centrale du Maroc a abaissé son principal taux directeur à 1,5%, suspendu les remboursements de prêts pour les PME et les indépendants, et appelé les établissements bancaires à ne pas [payer les dividendes](#) en 2019, afin de conserver les fonds nécessaires pour faire face à l'impact financier de la crise. En outre, des prêts à taux zéro ont été octroyés aux indépendants, en même temps que des garanties souveraines données à des prêts aux entreprises. Pour soutenir les ménages et les entreprises touchés par la pandémie, un fonds spécial a été créé, à hauteur d'environ 3% du PIB, financé par le gouvernement et des contributions volontaires du secteur public, des entreprises privées et des individus. Les mesures incluent un report des paiements des contributions sociales et des impôts sur le revenu, une indemnité mensuelle pour les travailleurs affiliés à la sécurité sociale nationale en chômage temporaire du fait de la crise, et des transferts de liquidités ciblés au profit des ménages du secteur informel. La Banque centrale prévoit une baisse de 6,3% de la croissance du PIB en 2020.

Le Maroc a en outre été le premier pays à mobiliser toutes les ressources disponibles au titre de la Ligne de précaution et de liquidité du FMI pour un montant de 3 milliards de dollars ou environ 3% du PIB. A la fin août, la Banque européenne d'investissement a alloué un fonds d'urgence de 100 millions EUR pour appuyer le plan de réaction du gouvernement marocain ; c'est la première tranche d'un dispositif de financement de 200 millions EUR.

#### Tunisie

La Banque centrale de Tunisie a abaissé son principal taux directeur et invité les banques à différer tous les remboursements de prêts. Le gouvernement a aussi annoncé la création de fonds d'investissement et de garanties souveraines pour les nouveaux prêts. Un plan d'urgence 2,5 milliards TND (environ 2,2% du PIB) inclut le report des contributions sociales et de certaines taxes, des transferts de liquidités et la



fourniture gratuite d'électricité et d'eau courante pendant deux mois pour les ménages vulnérables et à faibles revenus (dont les handicapés et les sans domiciles, les retraités percevant une pension inférieure à un certain seuil, et les chômeurs), le logement des personnes sans abri, la création d'un fonds de soutien de 300 millions TND (103 millions \$ E.-U.) au profit des PME et un ensemble de mesures d'assouplissement des liquidités pour les entreprises, pour limiter les licenciements.

Le plan de reprise économique révélé en juillet maintient certaines de ces mesures, en ce qui concerne le chômage technique et les prêts garantis par l'État, ainsi que la création d'un fonds d'appui à la reconversion des entreprises. Une unité de suivi et de soutien a été créée au bénéfice des entreprises durement frappées par la crise du coronavirus. Cette unité s'efforce de préserver les emplois et de sauvegarder les droits des employés. Elle assure aussi le suivi de la mise en œuvre des mesures prises. Elle est composée des représentants des ministères des Finances et des Affaires sociales, de la Banque centrale de Tunisie, de l'UTICA (organisation des employeurs), de l'UGTT (syndicat de travailleurs), l'association professionnelle des banques et institutions financières, et l'UTAP (Union de l'agriculture et de la pêche). Elle est ouverte le cas échéant à d'autres ministères et organisations.

La Tunisie a aussi bénéficié d'une subvention de l'UE de 800 millions TND (276,5 millions \$ E.-U.) pour lutter contre la crise et ses conséquences socioéconomiques. L'Italie a aussi offert un prêt de 50 millions EUR à la BCT en appui aux entreprises tunisiennes et pour atténuer l'impact socioéconomique de la crise.

## Moyen-Orient

### Égypte

La Banque centrale d'Égypte a amené ses taux d'intérêt aux plus bas niveaux historiques, et pris certaines initiatives établissant des prêts préférentiels et à taux bas, ainsi que des garanties de prêts au profit des secteurs les plus affectés. 3 milliards EGP ont aussi été déboursés pour des garanties de prêts à l'industrie du tourisme.

Un dispositif de stimulation s'élevant à 1,2% du PIB a été adopté, qui inclut des mesures importantes pour appuyer les ménages les plus vulnérables. Les pensions ont été augmentées de 14%, les programmes d'assistance sociale étendus à 60 000 nouveaux ménages, et transferts de liquidités ciblés au bénéfice de près de 1,6 million de travailleurs informels. Le Fonds d'urgence pour le travail alloue des [subventions d'urgence](#) aux travailleurs du secteur du tourisme. Des mesures ont en outre été prises en appui aux entreprises des grands secteurs, notamment pour abaisser les coûts d'énergie et alléger les taxes. En particulier, 50 milliards EGP du dispositif de stimulation de 100 milliards EGP ont été versés au secteur du tourisme.

Dans le cadre d'un nouveau dispositif financier, le FMI a approuvé en mai un financement d'urgence de 5,2 milliards \$ en appui aux efforts du gouvernement égyptien pour atténuer les impacts économiques de la crise.

### Iran

La Banque centrale d'Iran a demandé aux banques commerciales de différer le remboursement des prêts. Les autorités iraniennes ont aussi reporté le paiement des assurances santé, impôts et factures des services publics pour trois mois, afin d'alléger les contraintes économiques sur les ménages. Le gouvernement a aussi versé des liquidités aux trois millions d'Iraniens les plus pauvres, et des prêts subventionnés à faibles taux à quatre millions de ménages. Ces efforts ont aussi été en partie financés par la plus grande offre publique organisée en Iran, au cours de laquelle le gouvernement a vendu ses parts résiduelles dans 18 compagnies.



La Banque mondiale a annoncé un prêt de 50 millions \$ E.-U., et la Banque islamique de développement a annoncé un prêt de 130 millions EUR.

### *Irak*

La Banque centrale d'Irak a réduit ses réserves obligatoires et annoncé un moratoire sur le remboursement des intérêts par les PME. Un programme de transfert de liquidités a été mis en œuvre pour un coût total de 300 milliards de dinars irakiens (254 millions \$ E.-U.) ciblant les familles des employés du secteur privé qui n'ont pas reçu leurs salaires ou indemnités du gouvernement pendant la pandémie.

### *Jordanie*

La Banque centrale de Jordanie a injecté 705 millions de dollars dans l'économie en réduisant le taux de réserve obligatoires des banques commerciales, autorisé les banques à différer les échéances des crédits des entreprises dans les secteurs affectés, et étendu la couverture des garanties des prêts aux PME, en ouvrant de nouvelles possibilités de crédit pour le secteur du tourisme.

Le gouvernement a par ailleurs annoncé des mesures d'allègement des impôts et contributions sociales, ainsi que des mesures sociales au bénéfice des ménages le plus vulnérables. L'assurance vieillesse a notamment été élargie, une assistance matérielle et en nature apportée aux plus âgés et aux malades, et un programme temporaire de transfert de liquidités mis en place pour les chômeurs et indépendants. Des mesures spécifiques ont été décidées en juin au profit du secteur du tourisme.

Une aide du FMI a été approuvée en mai une assistance financière d'urgence de 400 millions \$ E.-U., dans le cadre de l'Instrument de financement rapide pour appuyer les efforts de la Jordanie dans la lutte contre la pandémie.

### *Liban*

La grave crise économique que connaissait le pays avant la survenue de l'épidémie, qu'illustre le déficit de 1,2 milliards \$ en dettes en devises étrangères annoncé en mars, a fortement affecté sa marge de manœuvre pour trouver des solutions budgétaires et monétaires. Du fait de cette crise des liquidités, les banques ont restreint l'accès des déposants aux liquidités. Dans ce contexte, la Banque centrale du Liban a autorisé les établissements bancaires à octroyer des prêts exceptionnels à taux zéro pour cinq ans.

Le gouvernement a toutefois annoncé un ensemble de mesures d'appui aux entreprises et ménages, incluant le report de la déclaration et du paiement de toutes les taxes, le lancement d'un [dispositif](#) de stimulation de 797 millions \$ devant appuyer les travailleurs journaliers dans le secteur public, les personnels de santé et les agriculteurs, et le subventionnement de prêts au profit des PME. Les différents ministères ont aussi mis en œuvre un plan de distribution d'une assistance en liquidités aux familles les plus pauvres. Un [plan de sauvegarde économique](#) a été formellement approuvé par le Parlement en avril et utilisé pour solliciter une aide de 10 milliards \$ auprès du FMI, qui doit encore être approuvée.

### *Autorité palestinienne*

L'Autorité monétaire palestinienne (PMA) a demandé aux banques de reporter le paiement des échéances de 4 mois (6 mois pour le tourisme et le secteur hôtelier) pour toutes les entreprises et les particuliers. Elle a en outre lancé un fonds de 300 millions \$ pour allouer des prêts souples aux PME affectées par la crise.

Le ministre palestinien des Finances a aussi annoncé une extension des délais de déclaration des taxes sur le revenu des entreprises, repoussé les contrôles fiscaux et suspendu les pénalités de retard de paiement de la TVA mensuelle. Des paiements uniques ont été versés à environ 40 000 travailleurs



touchés par la pandémie dans les secteurs les plus durement touchés (construction, tourisme, services, transports), et 125 000 ménages vulnérables ont bénéficié d'une assistance financière du gouvernement.

## CCG

### *Arabie saoudite*

L'Autorité monétaire d'Arabie saoudite (SAMA) a annoncé un ensemble de mesures et de lignes directrices permettant aux banques de limiter l'impact négatif de la crise, en leur demandant notamment de différer le remboursement des prêts jusqu'en décembre 2020, d'accroître les prêts au secteur privé, et de restructurer les prêts sans charges pour appuyer les entreprises et particuliers affectés par la crise. Ceci est favorisé par un plan global de 100 milliards de riyals saoudiens.

Le gouvernement saoudien a par ailleurs annoncé un plan économique de 70 milliards de riyals saoudiens (18,7 milliards \$) pour appuyer le secteur privé, et notamment les PME et les secteurs les plus affectés par la crise. Il consiste en exemptions et différés de paiement de dettes à acquitter aux services de l'État, notamment les impôts, des subventions temporaires des factures d'électricité des entreprises des principaux secteurs, et des mesures pour faciliter le règlement des dettes contractées auprès du secteur privé. De nouvelles initiatives ont été prises en juin pour appuyer les compagnies industrielles, et un fonds de développement en faveur du tourisme a été créé.

Par ailleurs, 9 milliards de riyals saoudiens (2,4 milliards \$) ont été débloqués pour prendre en charge une partie des salaires du secteur privé dans les secteurs le plus durement touchés. Le gouvernement s'est engagé à compenser 60% des salaires pour une période de trois mois, afin d'empêcher que les entreprises licencient les employés, dans le cadre d'un dispositif couvrant plus de 70% des travailleurs saoudiens des entreprises les plus touchées, et 50% de ceux des compagnies les moins touchées. En juillet, plus de 90 000 entreprises et 480 000 citoyens saoudiens [ont bénéficié](#) d'un appui financier.

### *Émirats arabes unis*

La Banque centrale des ÉAU a abaissé son principal taux directeur à deux reprises depuis le début de la crise, et annoncé un dispositif de stimulation de 256 milliards de dirhams des ÉAU (27,2 milliards \$), pour favoriser les prêts bancaires au bénéfice de l'économie. Ceci inclut la possibilité d'un report des échéances, la diminution des obligations de réserve des banques et l'octroi de prêts garantis à taux zéro aux banques au bénéfice des PME.

Le gouvernement des ÉAU a annoncé un plan global de 26,5 milliards décliné en mesures budgétaires pour atténuer les effets de la crise et favoriser la continuité de l'activité des entreprises. Ces mesures visent à abaisser le coût de l'activité, en réduisant les charges liées au travail et autres taxes dues au ministère de l'Économie, en suspendant la collecte des amendes administratives, en repoussant le délai pour le paiement des taxes, et en réduisant les honoraires payés par les entreprises pour les permis de travail et autres services.

À l'échelle locale, les gouvernements de plusieurs émirats ont introduit [des mesures d'assistance financière](#), généralement sous la forme de réduction des droits de douane, des taxes municipales et des factures d'eau et d'électricité.

### *Bahreïn*

La Banque centrale de Bahreïn [a augmenté](#) ses facilités de crédit de 3,7 milliards de dinars bahreïni (9,8 milliards \$), réduit ses principaux taux directeurs à 1,7% et abaissé les taux de réserve obligatoire des banques commerciales à 3%.



Le gouvernement bahreïni a annoncé un plan de stimulation de 560 milliards de dinars (4,2% du PIB) qui inclut plusieurs initiatives ciblant les ménages et les entreprises : paiement des salaires, paiement des factures de services publics, exonération de diverses taxes (locales, permis de travail, habitation, etc.) au bénéfice des entreprises affectées (avec des mesures spécifiques pour le secteur du tourisme), en doublant le soutien en liquidités au bénéfice des PME, et en réorientant les programmes d'assistance pour aider les compagnies très touchées par la crise. Par ailleurs, un complément de 5,5 millions de dinars a été annoncé pour abonder des prestations sociales aux familles à faibles revenus.

### **Koweït**

La Banque centrale du Koweït a pris diverses [mesures](#) pour atténuer l'impact de l'épidémie sur la croissance économique du pays, parmi lesquelles la réduction du taux d'actualisation, la demande faite aux banques commerciales de différer le paiement des échéances par les clients touchés par la crise. Un plan de stimulation au bénéfice des PME et des secteurs indispensables a aussi été annoncé, qui comprend un allègement des exigences d'adéquation des fonds propres et l'octroi de 5 milliards de dinars koweïtiens (16,5 milliards \$) pour les [prêts complémentaires](#) de banques locales.

Un plan de 500 millions de dinars a été alloué par le gouvernement pour atténuer les implications économiques de la crise, en reportant le paiement des contributions sociales, en annulant les honoraires dus au gouvernement dans certains secteurs, en faisant bénéficier les citoyens koweïtiens d'indemnités de chômage complètes et en allouant des prêts de long terme aux PME.

### **Qatar**

La Banque centrale du Qatar (QCB) a réduit ses principaux taux directeurs, tandis que la Banque de développement du Qatar a annoncé qu'elle repousserait le remboursement des prêts de 6 mois.

Le gouvernement a annoncé un plan de stimulation économique de 75 milliards de riyals qatariens (20,6 milliards \$) en appui au secteur privé dans le contexte de la crise. Les principales mesures incluent une exemption des droits de douane pour les marchandises alimentaires et médicales pendant six mois pour les secteurs très touchés par la crise. Le ministère du Développement administratif, du Travail et des Affaires sociales a assuré que tous les employés mis en quarantaine, y compris les travailleurs expatriés et migrants, recevraient la totalité de leurs salaires. Un montant de 3 milliards de riyals (820 millions \$) a été alloué aux entreprises pour leur permettre de payer leur personnel, dans le cadre d'un programme administré par la Banque de développement du Qatar.

### **Oman**

La Banque centrale d'Oman a annoncé le 18 mars un [plan global](#) de 8 milliards de riyals omanais (20,78 milliards \$) sous la forme de liquidités supplémentaires facilitant l'octroi par les banques de prêts aux secteurs très touchés par la crise économique, dont la diminution de 50% des taux de conservation des fonds propres, l'augmentation du taux de prêt/financement de 5% et la réduction de ses principaux taux directeurs.

Le gouvernement a aussi adopté diverses mesures d'[allègement des taxes pour les entreprises](#), dont un report de paiement de trois mois, l'introduction de mécanismes flexibles de paiement, et l'exemption de la taxe municipale et des honoraires pour les secteurs les plus affectés. Des mesures complémentaires [de secours pour les entreprises du secteur privé](#) ont été prises. Elles incluent la possibilité pour les entreprises de négocier des réductions des salaires en échange de la diminution des heures de travail, le détachement d'employés, et l'autorisation de mettre fin aux contrats de travail des travailleurs expatriés (à la condition de leur rapatriement). Des mesures sociales ont enfin été introduites pour verser de l'argent et des bénéfices en nature aux ménages les plus vulnérables. L'Autorité publique de protection des



consommateurs (PACP) a pris une initiative visant à fournir aux ménages à faibles revenus affectés par la clôture des commerces un panier de courses hebdomadaire contenant les produits indispensables.

## Contact

Carlos CONDE (✉ [carlos.conde@oecd.org](mailto:carlos.conde@oecd.org))

Arthur PATAUD (✉ [arthur.pataud@oecd.org](mailto:arthur.pataud@oecd.org))

---

Ce document est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions ou arguments exprimés dans ces informations complémentaires ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays Membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

L'utilisation de ce document, sous une forme numérique ou imprimée, est régie par les Termes et Conditions disponibles ici : <http://www.oecd.org/termsandconditions>

